



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique

N° 143 – 2ème trimestre 2010

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

4, rue de la Compagnie – 97400 Saint-Denis

Synthèse

Conjoncture internationale et nationale du 2^{ème} trimestre 2010

Poursuite de la reprise de l'économie mondiale

Au second trimestre 2010, la reprise de l'économie mondiale se poursuit à un rythme régulier. La vigueur du redressement diffère cependant selon les pays. Une croissance robuste se confirme dans les pays émergents, tandis qu'elle est beaucoup plus modérée dans la plupart des économies avancées. Ces différents profils de croissance se reflètent également dans la divergence des tensions inflationnistes entre régions : les taux d'inflation ont atteint des niveaux élevés dans les principales économies émergentes, mais sont restés modérés dans les principales économies avancées.

Au cours du deuxième trimestre 2010, le PIB des États-Unis a progressé de 2,4 % en rythme annualisé¹ après 3,7 %² au premier trimestre 2010. Ce trimestre, qui voyait la fin des primes gouvernementales, a été marqué par un retour à une forte croissance de l'investissement résidentiel (achats de logements neufs notamment). Tandis que toutes les composantes de la demande intérieure ont joué favorablement sur la croissance, l'aggravation du déficit commercial (les importations ayant augmenté environ trois fois plus vite que les exportations) a fortement pénalisé la croissance (pour - 2,8 points de pourcentage en rythme annualisé). Depuis le mois d'avril, le taux de chômage s'est réduit, passant de 10 % à 9,5 % de la population active en juillet. Le taux d'inflation continue de diminuer et s'établit à 1,2 % en juillet sur un an. La Réserve Fédérale a maintenu ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %.

Au Japon, le PIB affiche un net ralentissement : il n'a augmenté que de 0,1 % durant le second trimestre, après avoir connu une progression notable au cours des deux derniers trimestres (+1 et +1,1 %). Dans un contexte où la consommation des ménages a été atone, le Japon a été pénalisé, d'une part, par le ralentissement des exportations et, d'autre part, par la baisse de l'investissement public, conséquence de la fin progressive des plans de relance. Le PIB japonais a été dépassé par celui de la Chine qui est devenue ainsi la deuxième économie mondiale.

Le PIB de la zone euro a enregistré une progression trimestrielle de 1 % au second trimestre, après +0,2 % au premier trimestre 2010. La production industrielle a diminué de 0,1 % entre mai et juin, mais a progressé de 8,2 % sur un an. Tandis que la Grèce continue d'être en récession, la zone euro a bénéficié de la très forte progression du PIB de l'Allemagne (+2,2 % au second trimestre, après 0,5 % au premier trimestre 2010). La hausse annuelle des prix dans la zone euro, mesurée par l'IPCH, s'est établie à 1,7 % en juillet 2010, du fait notamment des tensions à la hausse sur les prix des transports et des logements. Le taux de chômage dans l'UE27 a de nouveau progressé pour atteindre désormais 10 % en mai et juin. La BCE a maintenu ses taux d'intérêt.

En France, la croissance du PIB a été légèrement plus forte au deuxième trimestre : +0,6 % après +0,2 % au premier trimestre 2010. Alors que la demande intérieure finale (hors stocks) a contribué positivement à la croissance du PIB (retour à une évolution positive de la formation brute de capital fixe et nouvelle hausse des dépenses de consommation des ménages), le solde commercial s'est détérioré, pénalisant la croissance du PIB de -0,4 point. Cet effet a été toutefois largement compensé par les variations de stocks des entreprises qui ont contribué positivement à la croissance du deuxième trimestre (pour +0,6 point). L'indice des prix à la consommation a progressé de 1,7 % sur un an en juillet, dans un contexte marqué par la hausse saisonnière des prix des services liés au tourisme et par la baisse de certains produits manufacturés dans le cadre des soldes d'été. Les prix de l'énergie sont restés stables.

Dans les pays émergents, l'activité économique a continué de se renforcer. Les principaux pays émergents d'Asie ont enregistré un net rebond de la croissance de leurs exportations, avec des taux de croissance mensuels allant de 25 % à 50 % sur un an. Parallèlement les tensions inflationnistes ont été orientées à la hausse. En Chine, la demande intérieure est devenue de plus en plus autonome, permettant un retrait progressif des mesures de relance étatique. En Amérique latine, le Brésil et l'Argentine ont affiché des taux de croissance de leur PIB de respectivement 8,9 % et 6,3 % en rythme annuel au premier trimestre 2010³.

Conjoncture régionale Océan Indien

Des situations économiques contrastées

A l'île Maurice, le PIB, corrigé des variations saisonnières, décroît de 4,0% au premier trimestre de 2010 par rapport au dernier trimestre 2009. Cette baisse rompt avec la tendance haussière observée sur les trois précédents trimestres. Ce retournement s'explique par une contraction de l'investissement privé entraînant une chute de 21,3 % de l'activité dans la construction non résidentielle. Néanmoins, certains secteurs enregistrent de bons résultats. L'activité de l'hôtellerie-restauration, qui profite de la bonne fréquentation touristique de l'île au premier trimestre, progresse de 7,2 % sur un an. Parallèlement, l'industrie manufacturière demeure dynamique.

¹ Soit 0,6% par rapport au trimestre précédent.

² Soit +0,9% en rythme trimestriel.

³ Soit respectivement 2,15 % et 1,5 % en rythme trimestriel.

IEDOM – LA REUNION

En **Afrique du Sud**, l'embellie observée en début d'année semble se confirmer au deuxième trimestre 2010. L'industrie manufacturière poursuit son redressement avec une légère hausse de 0,8 % des volumes de production par rapport au premier trimestre de l'année (corrigés des variations saisonnières). Parallèlement, la consommation des ménages semble poursuivre son amélioration avec une hausse des ventes réalisées par le secteur du commerce sur la même période.

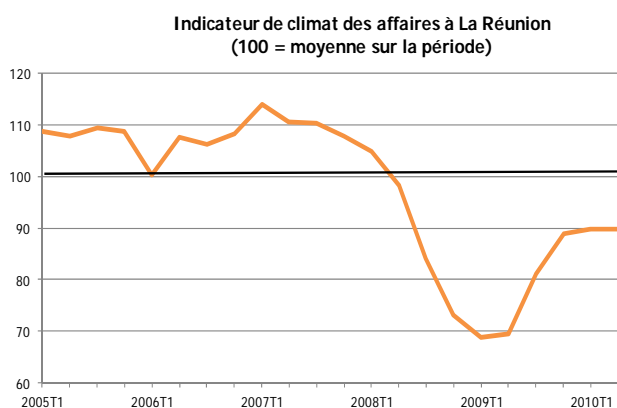
A **Madagascar**, l'activité économique semble marquer le pas au deuxième trimestre 2010 par rapport au premier trimestre de l'année. En effet, les encours de crédits à l'économie se stabilisent avec une légère hausse de 0,8 %. En outre, les ventes de véhicules neufs et d'occasions (deux roues et automobiles) reculent de 4,8 %. Néanmoins, la conjoncture économique de la grande île s'améliore par rapport au deuxième trimestre 2009, avec une progression des encours de crédits à l'économie et des ventes de véhicules de respectivement 8,4 % et 26,4 % en glissement annuel.

Aux **Seychelles**, le secteur du tourisme poursuit sa reprise avec une nouvelle progression de 7,7 % du nombre de touristes au deuxième trimestre 2010 en glissement annuel. Grâce à la bonne orientation de l'activité touristique, le FMI prévoit une croissance du PIB de l'ordre de 4 % en 2010.

La conjoncture à La Réunion

Une activité économique toujours fragile

Après la reprise de l'activité économique consécutive au point bas atteint début 2009, la situation semble se stabiliser depuis six mois, mais à un niveau encore inférieur à celui observé avant la crise.



Source : enquête de conjoncture IEDOM

L'amélioration de l'activité économique observée depuis fin 2009 intervient dans un contexte économique toujours difficile. Ainsi, après un redressement au deuxième semestre 2009, l'activité économique de l'île stagne depuis le début de l'année. L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'inscrit dans cette tendance en se stabilisant sur un palier d'activité en deçà des niveaux enregistrés avant la crise.

Cette consolidation de l'indicateur provient d'un équilibre entre la composante passée¹ contribuant positivement à l'ICA et la composante future y contribuant négativement.

Ainsi, l'opinion des chefs d'entreprise participant à l'enquête de conjoncture de l'IEDOM s'oriente favorablement au deuxième trimestre. Cet optimisme

est corroboré par la progression de la consommation et le rebond de l'investissement. En effet, la consommation des ménages progresse une nouvelle fois au deuxième trimestre, après deux trimestres de reprise. L'investissement, en baisse depuis plusieurs trimestres, se reprend.

L'économie réunionnaise reste néanmoins encore impactée par la crise avec un marché de l'emploi qui continue à se dégrader, reflétant les incertitudes qui entourent l'activité économique de l'île. Les prévisions des chefs d'entreprise sont pessimistes pour le troisième trimestre.

Une augmentation modérée des prix

L'indice des prix à la consommation du mois de juin 2010 est en progression de 0,9 % par rapport à celui de mars. Cette hausse provient de l'évolution des prix des produits manufacturés, de l'énergie et des services (respectivement +1,3 %, +3,4 % et +0,9 %). Sur le trimestre, seuls les prix de l'alimentation sont en baisse (-1,1 %), notamment ceux des produits frais (-7,0 %).

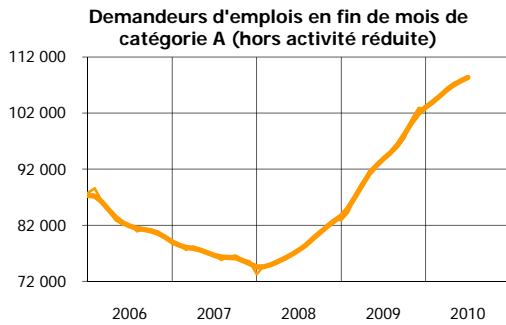
Sur un an, la hausse est plus marquée (+1,7 %), avec des augmentations importantes des prix du tabac (+5,4 %) et surtout de l'énergie (+8,6 %).

Selon l'enquête de comparaison entre les prix des départements d'Outre-mer et la métropole réalisée par l'Insee², les prix à La Réunion seraient en moyenne plus élevés de 6,2 % qu'en France métropolitaine. En prenant comme référence le panier de consommation métropolitain, l'écart de prix serait de 12,4 %, contre 16,9 % à la Martinique, 14,8 % à la Guadeloupe et 19,6 % en Guyane. Contrairement aux autres DOM, cet écart s'est réduit depuis 1985.

¹ Le calcul de l'ICA intègre à la fois les résultats de l'enquête concernant le trimestre passé et ceux concernant le trimestre à venir. Les contributions des composantes passées et futures à l'ICA sont identifiables.

² « Comparaison des prix entre les DOM et la métropole en 2010 », INSEE Première n°1304 – Juillet 2010.

Une nouvelle dégradation de l'emploi



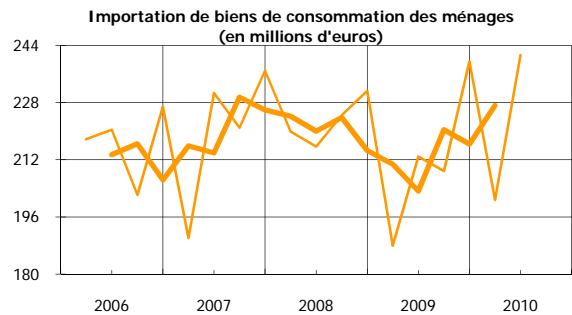
Source : DDTEFP (données mensuelles - CVS)

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, corrigé des variations saisonnières, continue de progresser (+2,0 % par rapport à fin mars). Depuis deux ans, plus de 30 000 personnes supplémentaires se sont inscrites à Pôle emploi. Sur un an, la progression du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A reste élevé (+15,4 % à fin juin 2010).

Néanmoins, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans a diminué de 1,6 % entre mars et juin 2010 contre +3,6 % entre décembre 2009 et mars 2010.

La consommation des ménages progresse

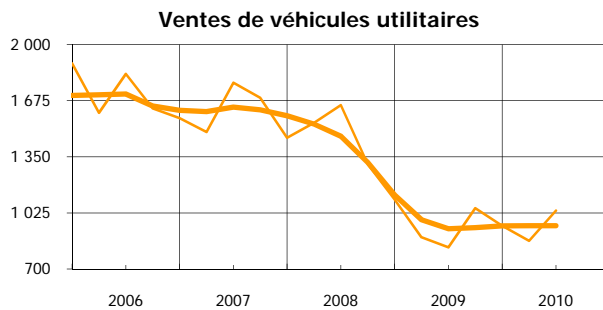
La consommation des ménages est en hausse sur le deuxième trimestre. Les importations de biens de consommation et d'équipement destinées aux ménages progressent respectivement de 20,2 % et de 14,2 % entre le premier et deuxième trimestre 2010 (respectivement +13,3 % et +28,3 % en glissement annuel). Néanmoins, les ventes de véhicules de tourisme, corrigées des variations saisonnières, reculent de 8,5 % par rapport au premier trimestre, mais elles restent en hausse de 4,6 % sur un an.



Source : Douanes (données trimestrielles)

Cette tendance est corroborée par l'opinion des chefs d'entreprises dans le secteur du commerce qui est en nette progression et se situe au dessus de sa moyenne de longue période au deuxième trimestre. Toutefois, leurs prévisions concernant le troisième trimestre s'inscrivent en nette baisse.

Une éclaircie de l'investissement qui risque de ne pas durer



Source : Soreff (données trimestrielles - CVS)

L'investissement des entreprises semble redémarrer, de façon modérée, au deuxième trimestre 2010. Les importations de biens d'équipement sont en hausse ce trimestre (+14,1 % en glissement trimestriel contre -30,4 % au trimestre précédent). Les importations de biens intermédiaires progressent également de 15,4 % en glissement trimestriel après une baisse de 8 % au premier trimestre. En parallèle, les ventes de véhicules utilitaires affichent une augmentation de 20,3 % (CVS) sur le deuxième trimestre par rapport au précédent. Sur un an, elles progressent de 25,7 %.

Néanmoins les ventes de véhicules utilitaires se situent en retrait de 37,1 % par rapport au deuxième trimestre 2008.

Les entrepreneurs restent négatifs sur leur intention d'investir, le solde d'opinions de l'enquête de conjoncture relatif à l'investissement se stabilisant à un niveau en deçà de sa moyenne longue période.

Les échanges extérieurs en hausse

Les échanges avec l'extérieur sont en augmentation sur le deuxième trimestre 2010. Soutenues par l'amélioration de l'activité, les importations (hors achat d'avions) augmentent de 9,9 % (CVS) par rapport au premier trimestre de l'année. Parallèlement, les exportations progressent de 20,0 %, grâce notamment aux ventes de machines industrielles et agricoles. On note, toutefois, une contraction des volumes de produits agroalimentaires exportés.

Une orientation en amélioration dans certains secteurs

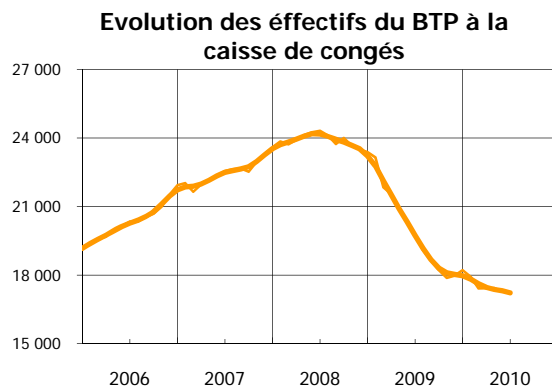
Plusieurs secteurs d'activité enregistrent une amélioration de leur activité au deuxième trimestre 2010, mais les courants d'affaires sont parfois faibles.

Conformément à leur prévision, les professionnels de **l'agriculture, de l'élevage et de la pêche** notent une forte progression de leur activité. La filière animale affiche de bons résultats. Les abattages de bovins, de porcins et de volailles s'accroissent respectivement de 6,8 %, 2,8 % et 4,6 % (données corrigées des variations saisonnières) entre les deux premiers trimestres de l'année. Les exportations de produits de la pêche sont en baisse au deuxième trimestre, mais elles progressent fortement en cumul par rapport à un niveau particulièrement bas en 2009.

IEDOM – LA REUNION

La situation dans le secteur du **BTP** reste difficile. Le nombre d'attestations de conformité délivrées par le Consuel est en forte baisse (-37,7 %) en glissement annuel. Dans le même temps, les importations de ciment reculent de 43,9 % par rapport au premier trimestre en valeur et de 11,9 % en glissement annuel. Les effectifs du BTP restent en retrait de 12,8 % sur un an.

La dégradation de la situation dans ce secteur semble toutefois s'atténuer. Le solde d'opinions de l'enquête relatif à l'activité repasse au dessus de sa moyenne de longue période pour la première fois depuis deux ans ; les attestations du Consuel enregistrent une reprise au deuxième trimestre (+27,3 % par rapport au premier trimestre) et la dégradation du nombre de salariés enregistrés à la caisse des congés payés du BTP ralentit avec une baisse de 1,1 % (CVS) entre mars et juin 2010 contre -3,1 % au trimestre précédent et -6,5 % à fin décembre 2009.

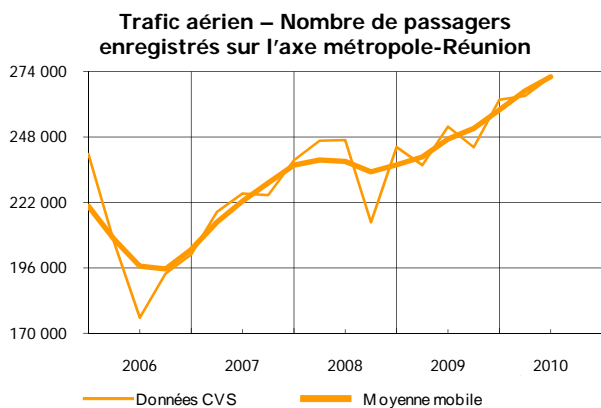


Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

La reprise enregistrée au premier trimestre ne s'est pas prolongée dans **l'industrie manufacturière**. Les carnets de commande sont à nouveau estimés en baisse, se traduisant par des anticipations d'investissement négatives. Le manque de débouchés conduit à des niveaux de stocks jugés élevés par les entrepreneurs.

A l'inverse, l'activité du secteur des **industries agroalimentaires** s'améliore au deuxième trimestre. Les prévisions d'investissement sont en forte hausse. Cependant, leurs charges d'exploitation s'alourdissent et pèsent sur leur trésorerie.

Les **services marchands** participent à l'amélioration de l'activité de l'île au deuxième trimestre. Le courant d'affaires reste positif et se situe au niveau de sa moyenne longue période. Ce contexte incite les chefs d'entreprise à émettre un avis optimiste sur leur recrutement.



Source : CCIR (données trimestrielles – CVS)

Le **secteur du tourisme** enregistre une hausse de son activité, son courant d'affaires se positionne au dessus de la moyenne longue période. Le trafic passager entre La Réunion et la métropole augmente de 2,9 % (CVS) par rapport au premier trimestre.

Le taux d'occupation des hôtels membres de l'Union des hôteliers de La Réunion (UHR) progresse de 2,4 points (CVS) entre le premier et deuxième trimestre de l'année. Néanmoins, cette amélioration s'accompagne d'une contraction de la rentabilité des établissements de l'UHR au deuxième trimestre 2010 : baisse de 4,3 % du revenu moyen par chambre par rapport au deuxième trimestre 2009.

ANNEXES STATISTIQUES

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).
- des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEDOM.
- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", " stabilité " ou " dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en termes d'emploi.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2007 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisés pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner un poids, aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises, proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

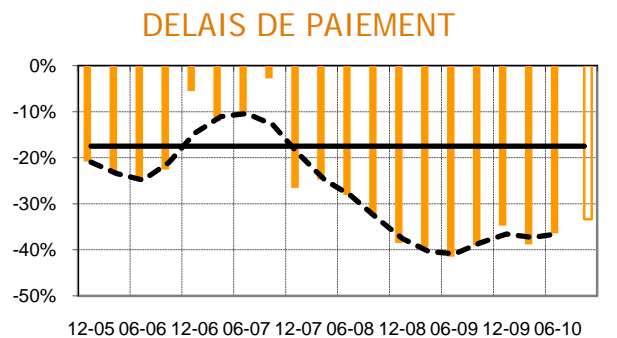
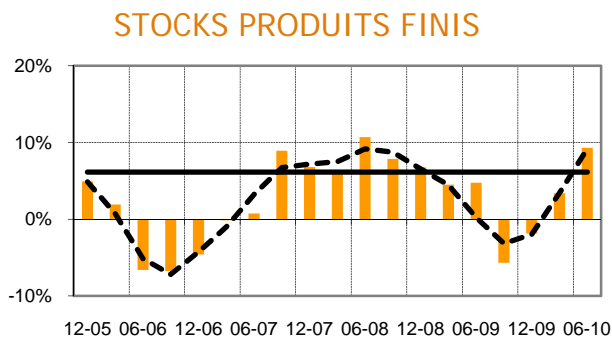
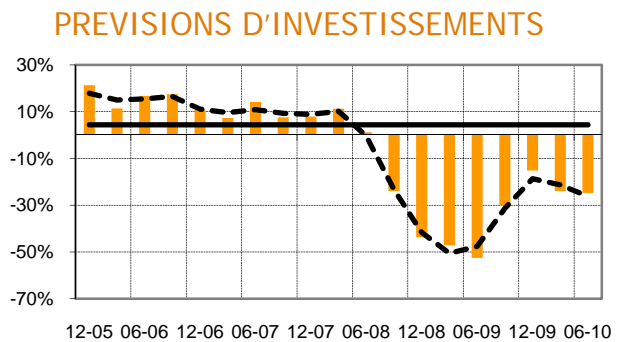
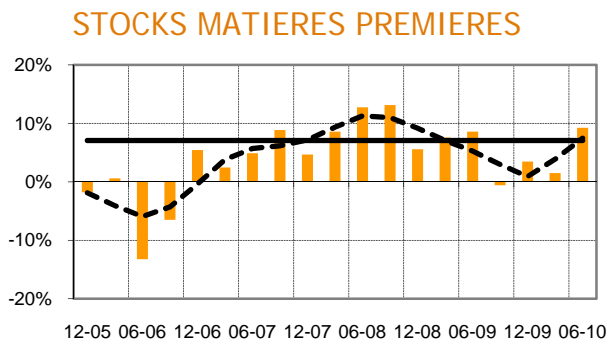
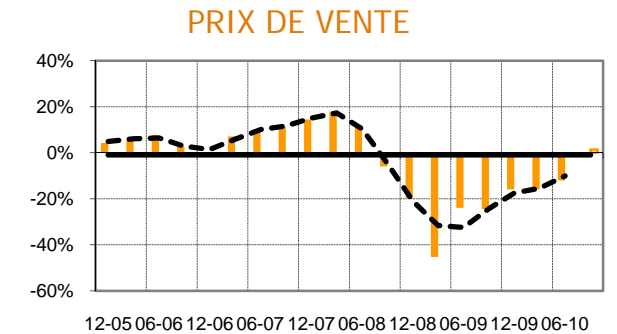
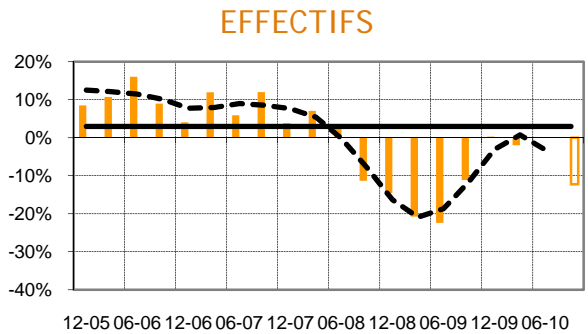
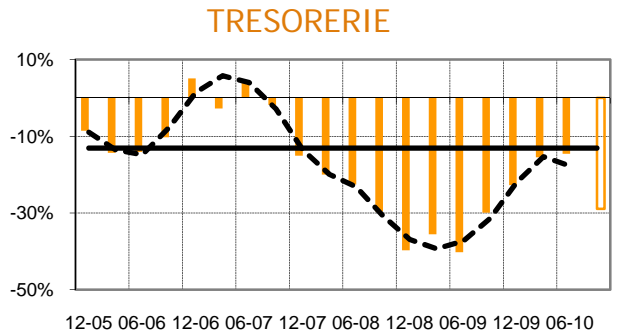
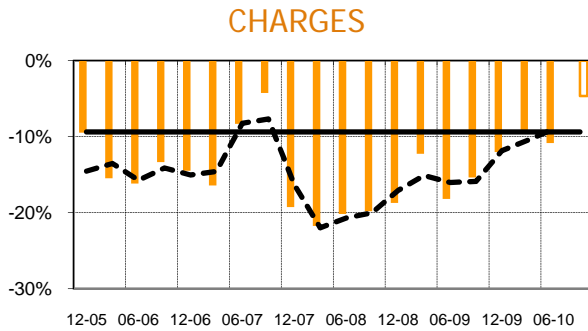
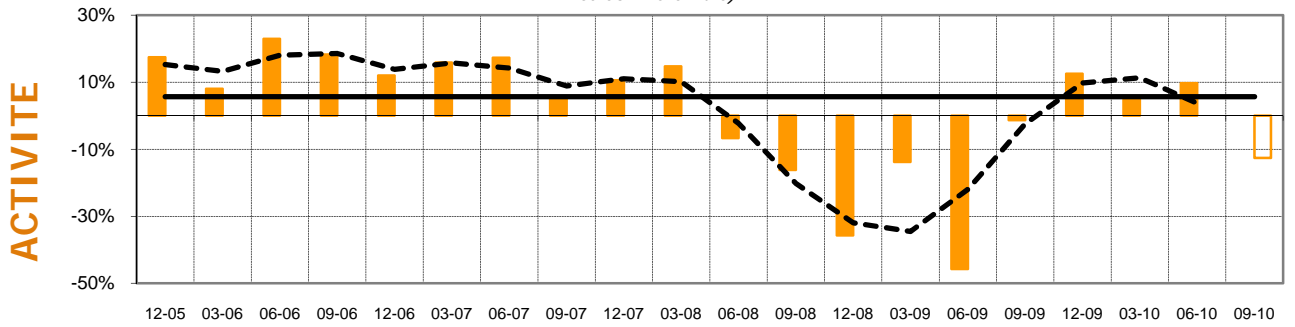
Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM a élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture de l'industrie en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composante principale, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture. L'indicateur du climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

	<i>Page</i>
<i>Les secteurs d'activité.....</i>	10
<i>Vue d'ensemble.....</i>	10
<i>Agriculture, élevage et pêche.....</i>	11
<i>Industrie agro-alimentaire.....</i>	14
<i>Autre industries.....</i>	17
<i>Bâtiment et travaux publics.....</i>	19
<i>Commerce.....</i>	22
<i>Services marchands.....</i>	24
<i>Hôtellerie-Tourisme.....</i>	25
<i>Les entreprises.....</i>	27
<i>L'investissement.....</i>	28
<i>La vulnérabilité.....</i>	29
<i>Les ménages.....</i>	31
<i>L'investissement.....</i>	32
<i>La vulnérabilité.....</i>	34
<i>Sélection d'indicateurs économiques et sectoriels.....</i>	36

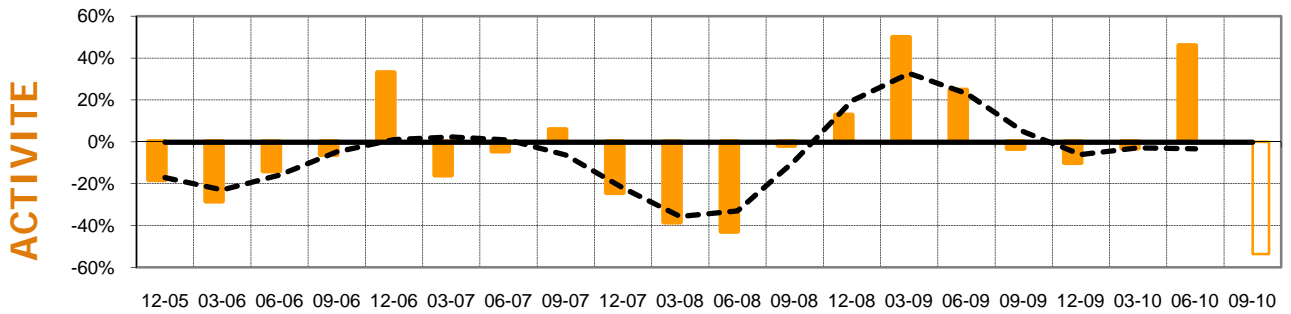
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 133 entreprises (dont 3 coopératives relevant du secteur primaire) employant au total 14 962 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls).



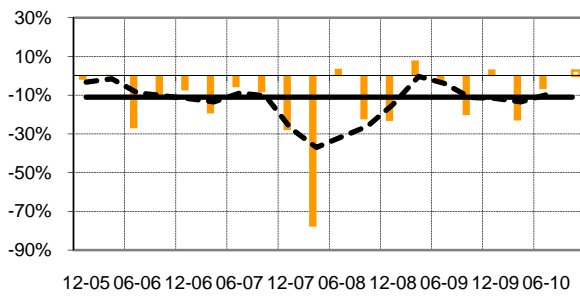
■ Indicateur passé □ Indicateur prévu - - - Tendence de l'indicateur — Moyenne longue période de l'indicateur

Agriculture, élevage et pêche

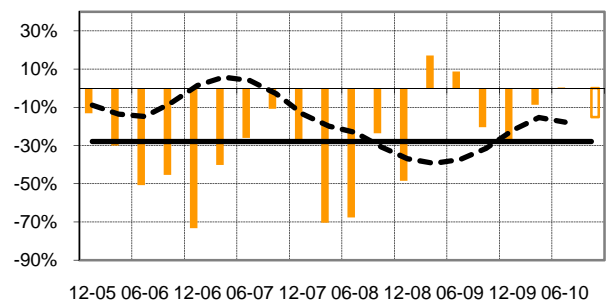
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 7 entités relevant du secteur primaire (soit un effectif total estimé de 1 072 personnes composé de salariés d'entreprises, d'éleveurs, d'agriculteurs et de pêcheurs).
 Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



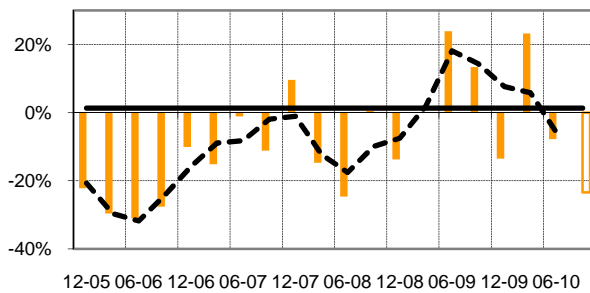
CHARGES



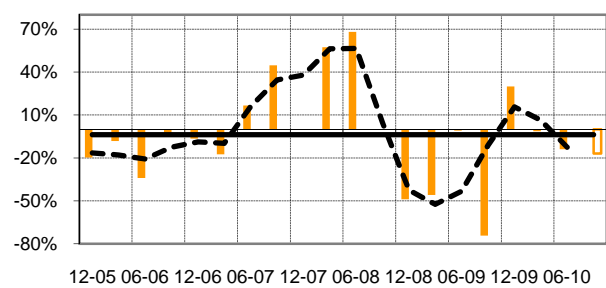
TRESORERIE



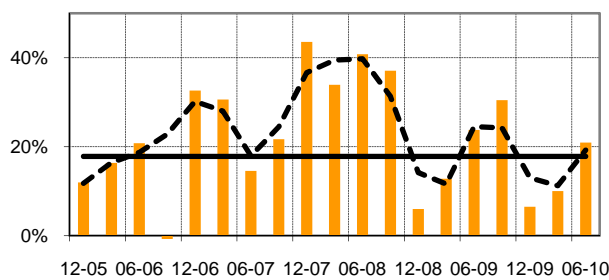
EFFECTIFS



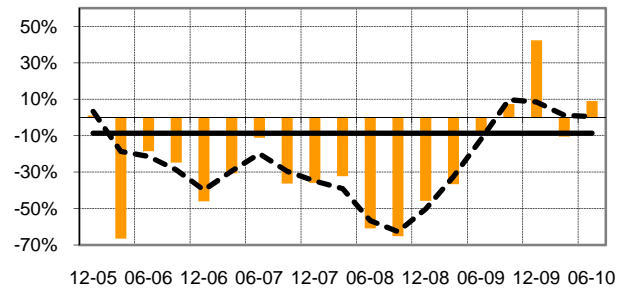
PRIX DE VENTE



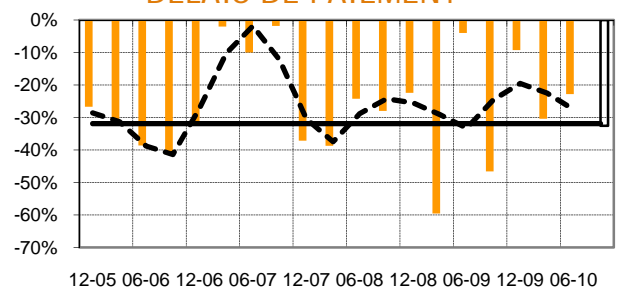
STOCKS MATIERES PREMIERES



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



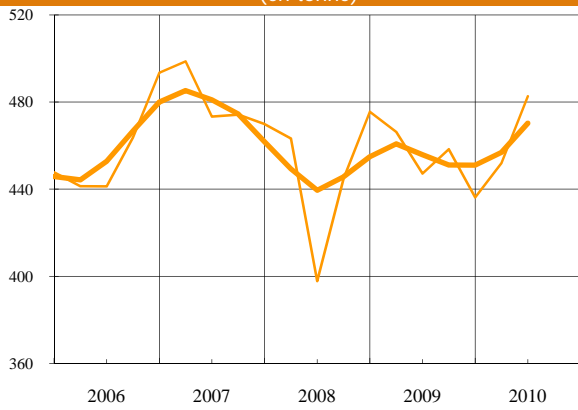
DELAIS DE PAIEMENT



■ Indicateur passé □ Indicateur prévu - - - Tendence de l'indicateur — Moyenne longue période de l'indicateur

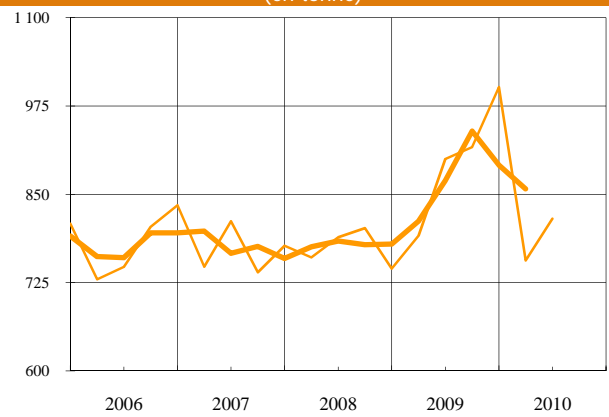
La filière bovine

Abattages de viande bovine
(en tonne)



Source : SICABAT (données trimestrielles - CVS)

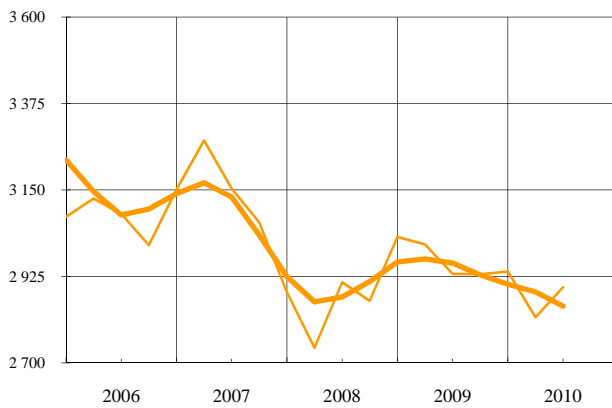
Importations de viande bovine
(en tonne)



Source : Douanes (données trimestrielles)

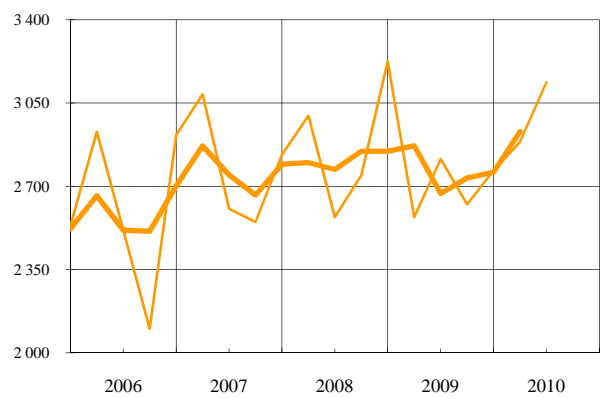
La filière porcine

Abattages de viande porcine
(en tonne)



Source : SICABAT (données trimestrielles - CVS)

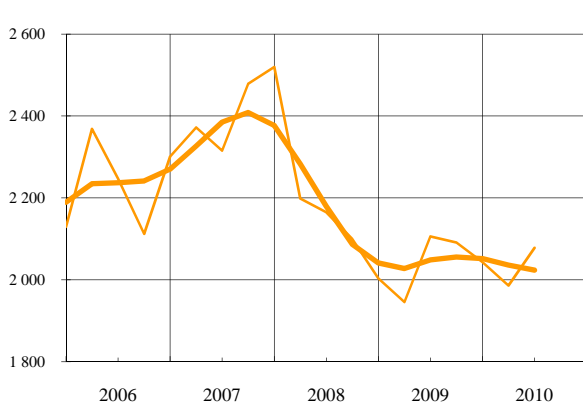
Importations de viande porcine
(en tonne)



Source : Douanes (données trimestrielles)

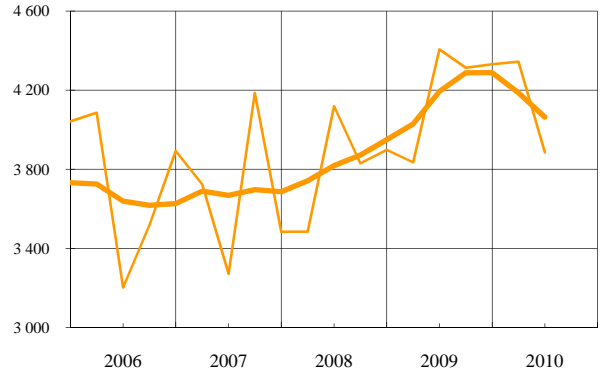
La filière avicole

Abattages de volailles
(en tonne)



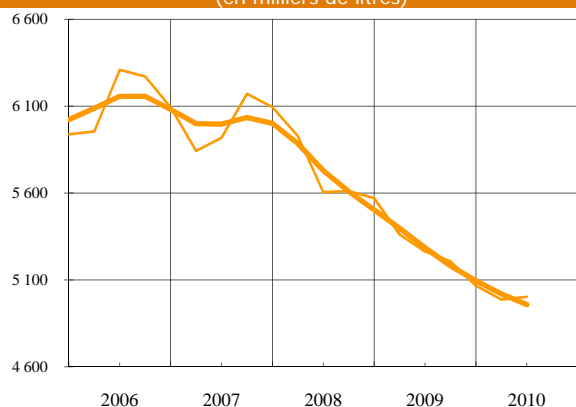
Source : Aribev (données trimestrielles - CVS)

Importations de volailles
(en tonne)

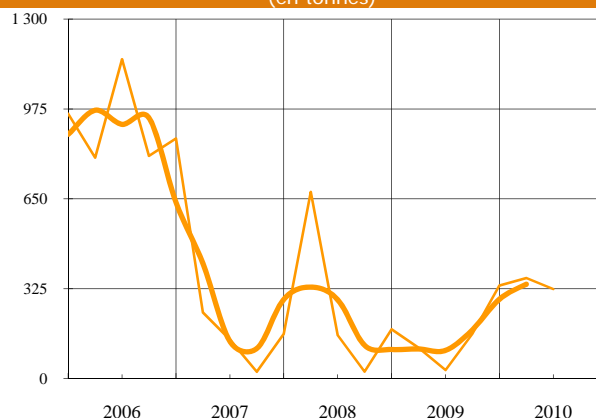


Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

La filière laitière	La filière pêche
Lait collecté par la Sicalait (en milliers de litres)	Exportations maritimes ¹ (en tonnes)

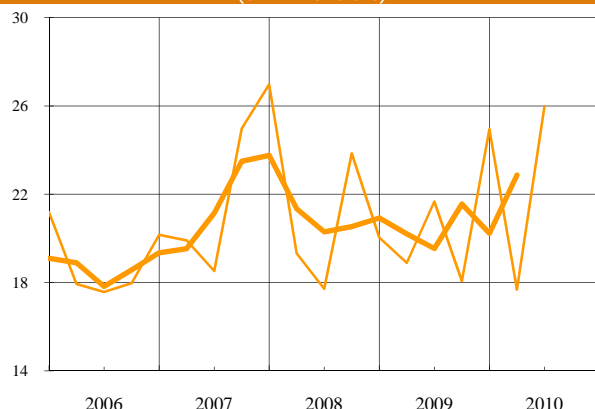


Source : Sicalait (données trimestrielles – CVS)

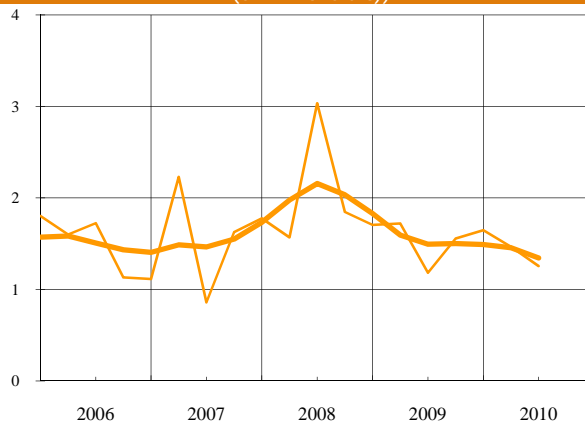


Source : Douanes (données trimestrielles)

Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	
Importations (en millions d'€)	Exportations (en millions d'€)



Source : Douanes (données trimestrielles)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

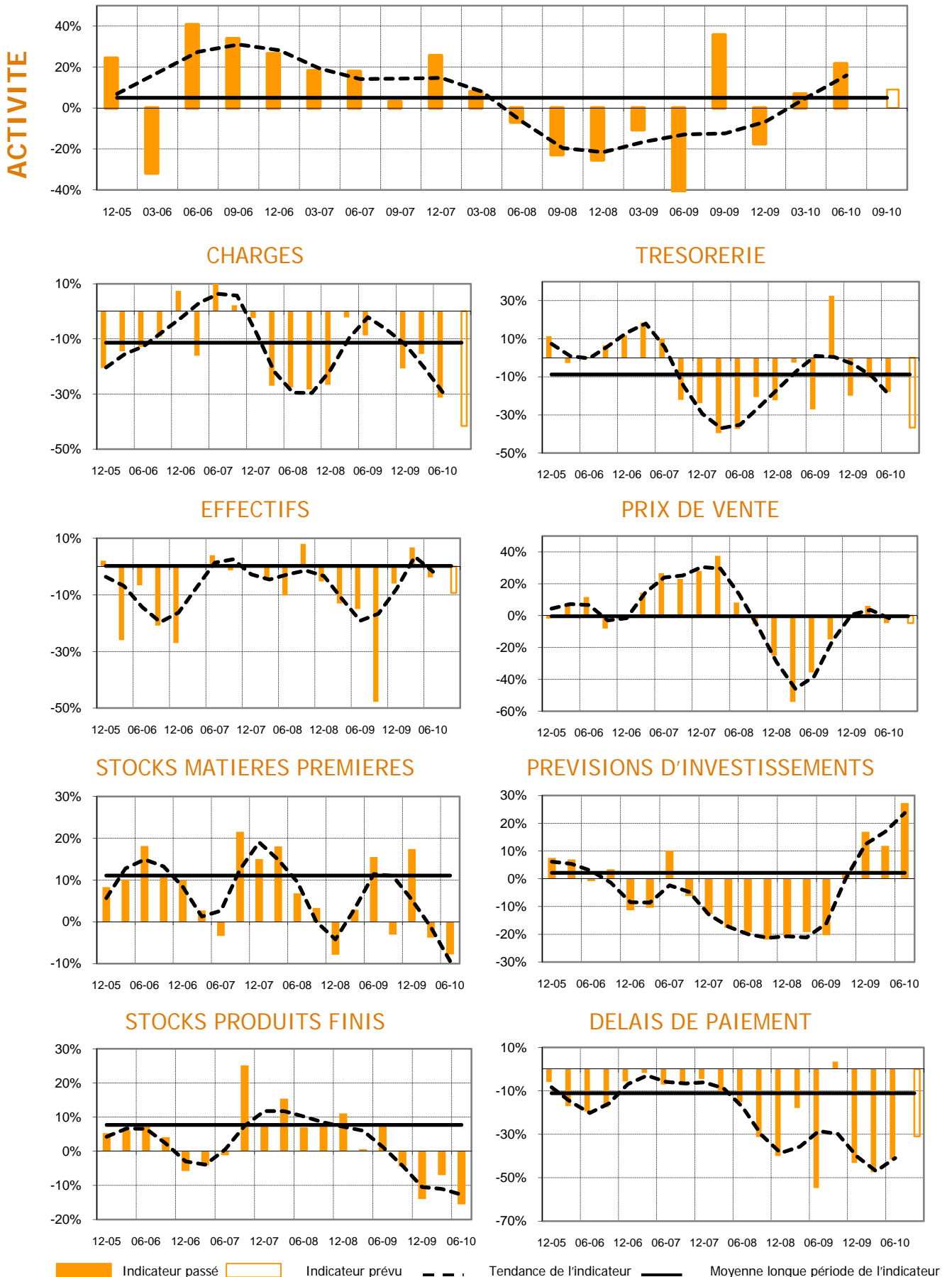
Dernières données chiffrées

	2T 2006	2T 2007	2T 2008	2T 2009	1T 2010	2T 2010	Cumul 2010	2T10/2T09	Σ10/Σ09
ABATTAGE									
bovins Source : Sicabat (tonnes)	430	462	388	436	442	471	912	7,9%	2,3%
porcins Source : Sicabat (tonnes)	3 038	3 102	2 863	2 884	2 597	2 850	5 447	-1,2%	-3,7%
volailles Source : Ariv (tonnes)	2 215	2 282	2 134	2 076	1 882	2 048	3 930	-1,3%	0,3%
IMPORTATIONS									
bovins Source : Douanes (tonnes)	747	812	789	900	756	815	1 572	-9,4%	-7,1%
porcins Source : Douanes (tonnes)	2 517	2 606	2 571	2 815	2 886	3 138	6 024	11,5%	11,9%
volailles Source : Douanes (tonnes)	2 924	2 987	3 761	4 024	4 590	3 548	8 138	-11,8%	0,8%
COLLECTE DE LAIT	5 864	5 502	5 210	4 892	4 904	4 651	9 555	-4,9%	-6,0%
Source: Sicalait (milliers de litres)									
EXPORTATIONS PÊCHE	1155	141	157	31	364	324	687	948,3%	381,0%
Source : Douanes (tonnes)									
PDTS AGRICOLES, SYLVICOLES ET PÊCHE									
Importations Douanes (millions d'€)	17,57	18,52	17,72	21,67	17,68	25,97	43,65	19,9%	7,6%
Exportations Douanes (millions d'€)	1,19	0,59	2,09	0,81	1,33	0,87	2,19	6,2%	-7,6%

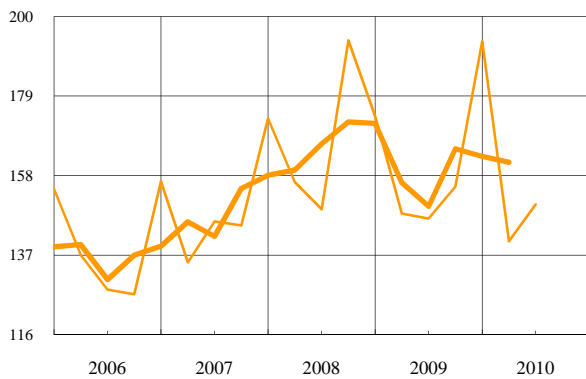
¹ Y compris les exportations réalisées par les palangriers asiatiques autorisés à pêcher dans la zone économique des îles éparses avec obligation de décharger à Port-Réunion.

Industrie agro-alimentaire

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 18 entreprises du secteur agro-alimentaire employant 1 341 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)

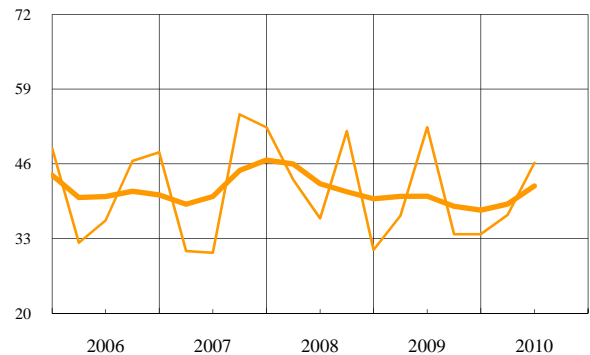


Importations de produits agro-alimentaires
(en millions d'€)



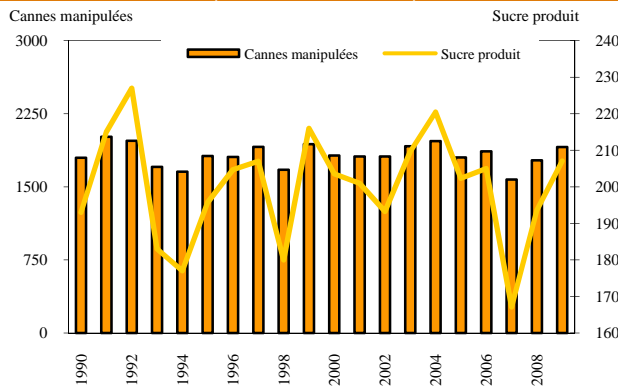
Source : Douanes (données trimestrielles)

Exportations de produits agro-alimentaires
(en millions d'€)



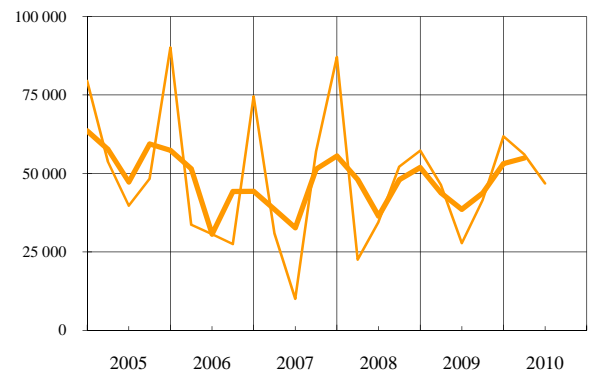
Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

Campagnes sucrières
(en milliers de tonnes)



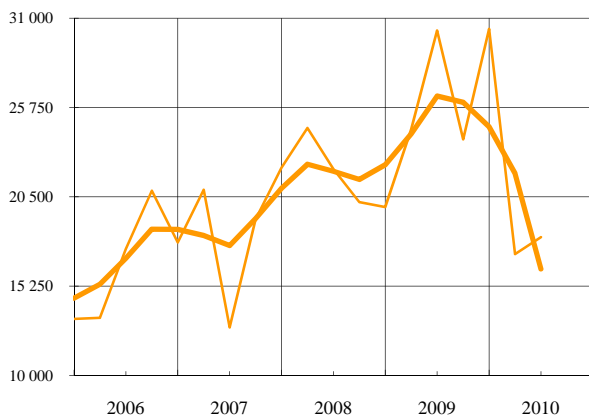
Source : CTICS – eRcane

Exportations maritimes de sucre et mélasse
(en tonne)



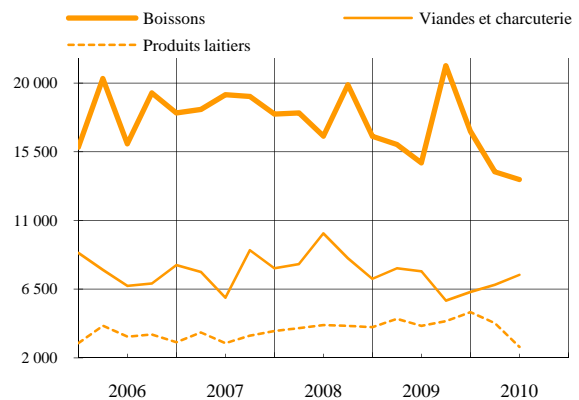
Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielles)

Exportations de rhum
(en hectolitres d'alcool pur)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

Importations maritimes de boissons, produits laitiers, viandes et charcuterie (en tonnes)



Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielles - CVS)

Dernières données chiffrées

PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES	2T 2006	2T 2007	2T 2008	2T 2009	1T 2010	2T 2010	Cumul 2010	2T10/ 2T09	Σ10/ Σ09
Importations (millions d'€)	128	146	149	147	141	150	291	2,5%	-1,2%
Exportations (millions d'€)	27	23	28	39	37	35	72	-11,8%	-6,0%

Source : Douanes

IMPORTATIONS MARITIMES (tonnes)	2T 2006	2T 2007	2T 2008	2T 2009	1T 2010	2T 2010	Cumul 2010	2T10/ 2T09	Σ10/ Σ09
boissons	16 112	19 347	16 618	14 856	13 746	13 759	27 505	-7,4%	-9,4%
produits laitiers	3 469	3 028	4 233	4 179	3 905	2 782	6 687	-33,4%	-19,9%
viandes et charcuterie	6 478	5 727	9 793	7 393	7 041	7 172	14 213	-3,0%	-8,6%

Source : DDE

EXPORTATIONS MARITIMES (tonnes)	2T 2006	2T 2007	2T 2008	2T 2009	1T 2010	2T 2010	Cumul 2010	2T10/ 2T09	Σ10/ Σ09
sucres et mélasse	30 663	10 052	34 494	27 764	56 039	46 806	102 845	68,6%	39,0%
poissons	2 131	1 658	1 747	3 428	4 117	3 502	7 619	2,2%	-2,9%

Source : DDE

EXPORTATIONS DE RHUM (hectolitres d'alcool pur)	2T 2006	2T 2007	2T 2008	2T 2009	1T 2010	2T 2010	Cumul 2010	2T10/ 2T09	Σ10/ Σ09
	13 156	9 677	16 709	22 851	14 791	13 681	28 472	-40,1%	-35,2%

Source : Douanes

PRODUCTION DE RHUM (hectolitres d'alcool pur)	2T 2006	2T 2007	2T 2008	2T 2009	1T 2010	2T 2010	Cumul 2010	2T10/ 2T09	Σ10/ Σ09
	13 636	20 586	33 303	14 249	0	4 018	4 018	-71,8%	-71,9%

CAMPAGNES SUCRIERES	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Variations (N/N-1)
Cannes manipulées	1 969	1 801	1 864	1 576	1 774	1 908	7,51%
. par l'usine du Gol	989	946	920	777	924	953	3,21%
. par l'usine de Bois Rouge	980	855	945	798	849	955	12,44%

(milliers de tonnes) Source : CTICS

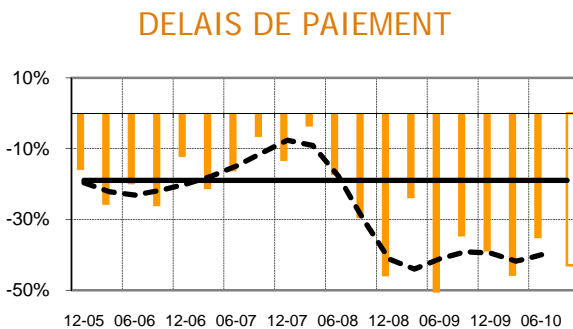
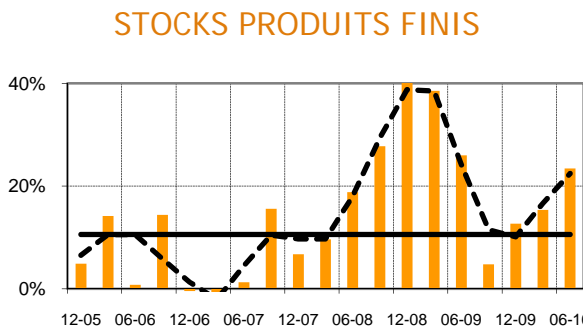
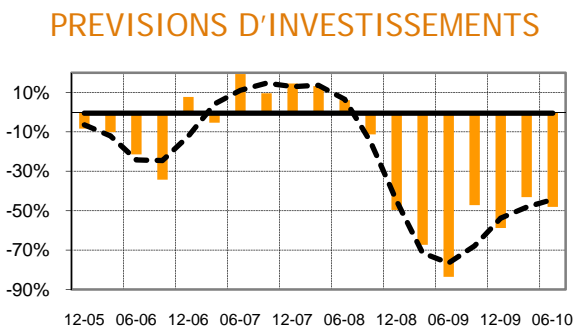
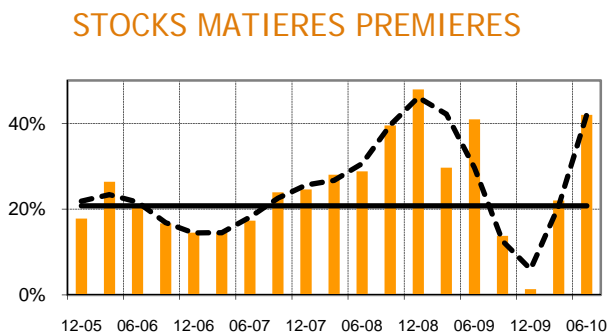
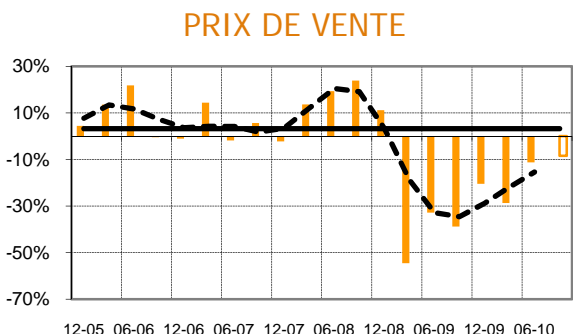
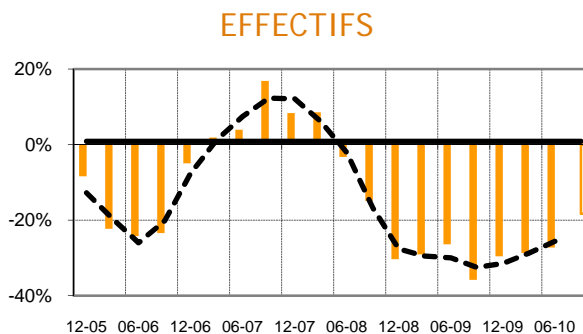
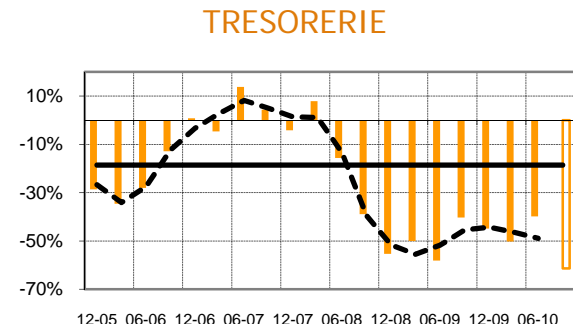
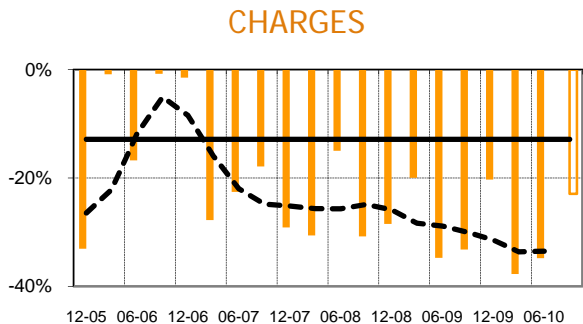
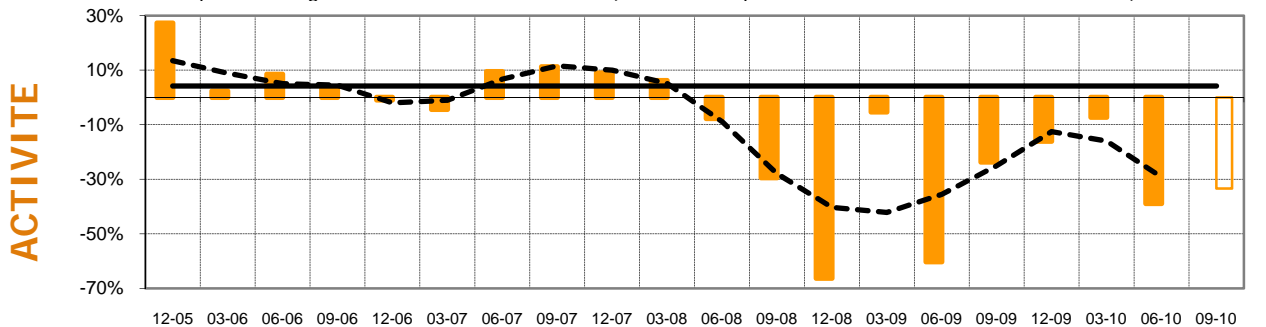
Production de sucre brut (milliers de tonnes) Source : CERF	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Variations (N/N-1)
	220	202	205	158	194	207	6,94%

Source : CTICS

Richesse moyenne de la canne Source : CTICS	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Variations (N/N-1)
	14,14%	14,01%	14,03%	13,74%	14,00%	14,25%	+ 0,25 pt

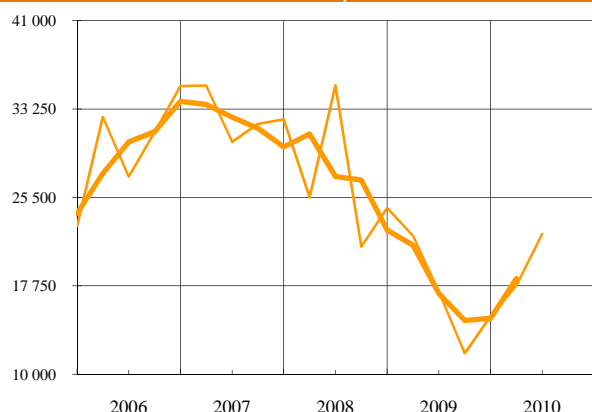
Autres industries

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 20 entreprises du secteur industriel (hors agro-alimentaire) employant 929 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



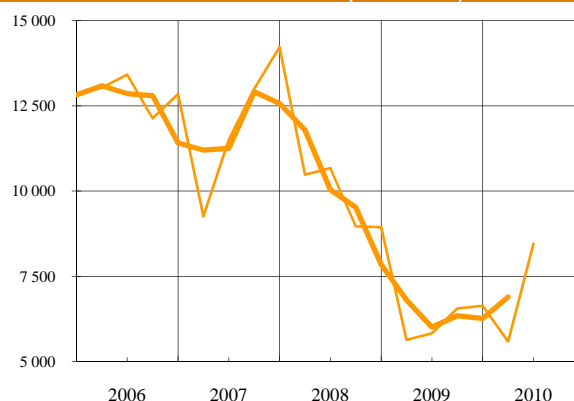
Indicateur passé
 Indicateur prévu
 - - - - - Tendence de l'indicateur
 ——— Moyenne longue période de l'indicateur

Importations maritimes de produits métalliques (en tonnes)



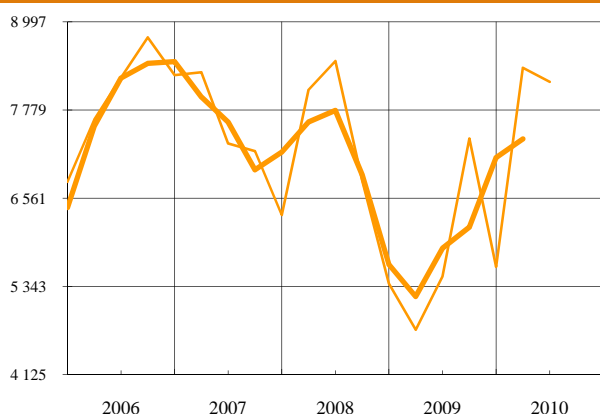
Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielle)

Importations maritimes de bois destiné à la transformation (en tonnes)



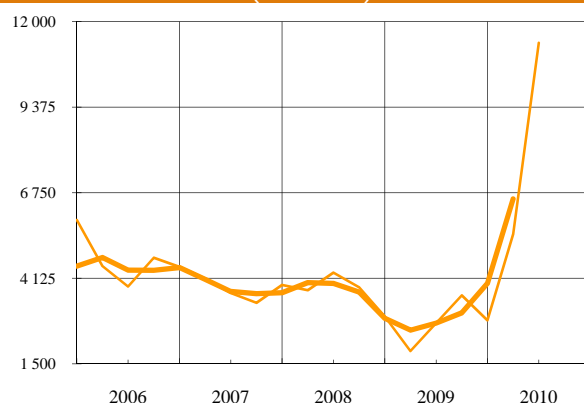
Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielles)

Importations maritimes de produits destinés aux imprimeries et cartonneries (en tonnes)



Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielles)

Importations maritimes de matières plastiques brutes et de produits chimiques de base (en tonnes)



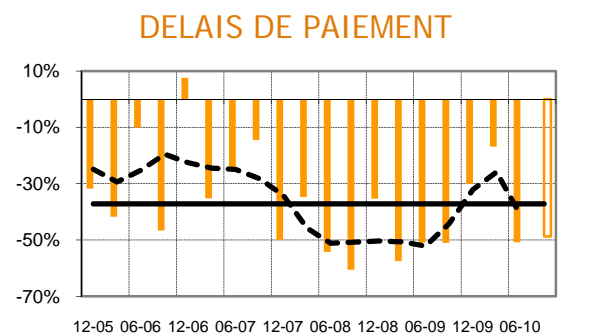
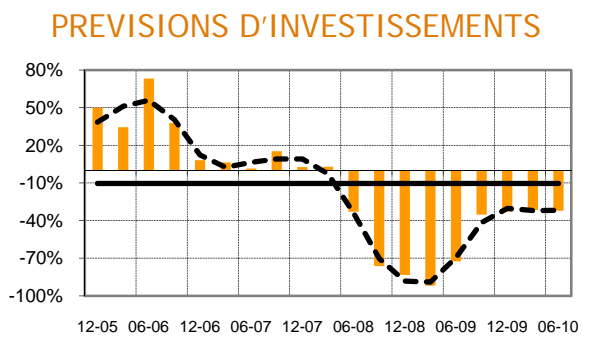
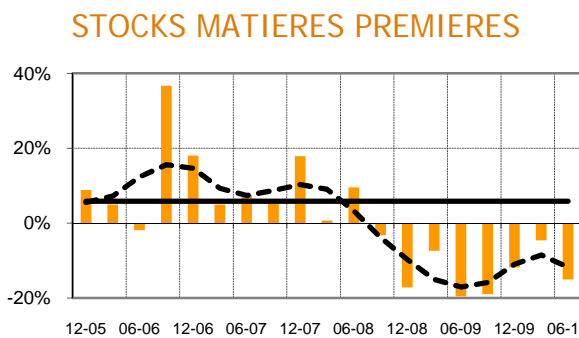
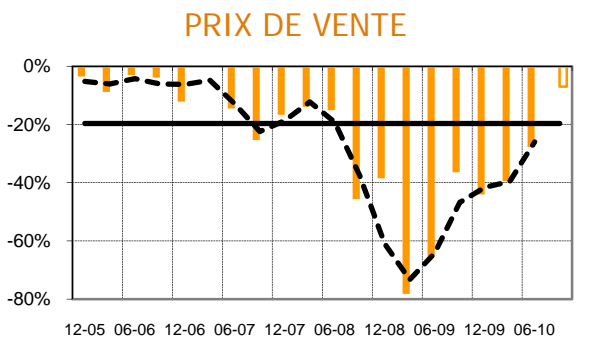
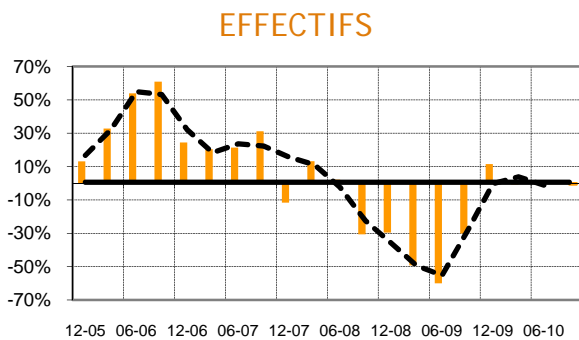
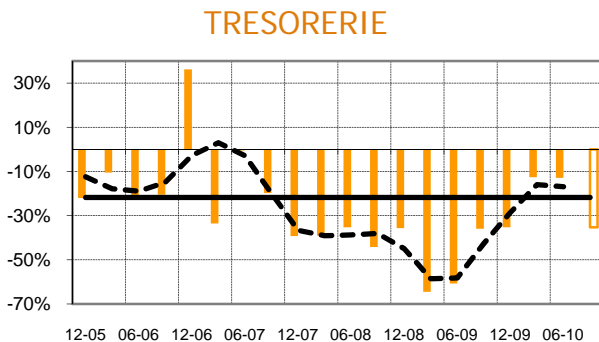
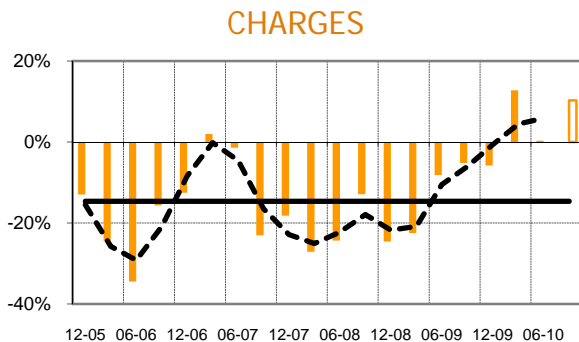
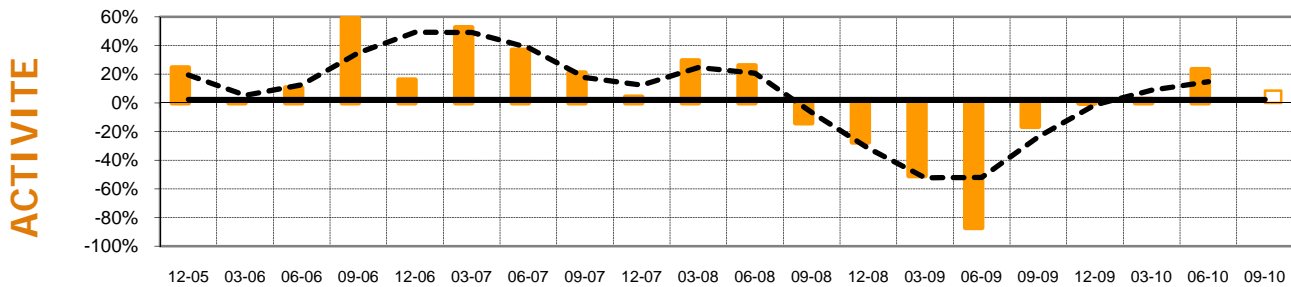
Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielles)

Dernières données chiffrées

IMPORTATIONS MARITIMES (tonnes) Source : DDE	2T 2006	2T 2007	2T 2008	2T 2009	1T 2010	2T 2010	Cumul 2010	2T10/2T09	Σ10/Σ09
Produits métalliques	27 324	30 368	35 325	17 240	17 781	22 298	40 079	29,3%	1,8%
Bois destiné à la transformation	13 413	11 509	10 671	5 828	5 589	8 453	14 042	45,0%	22,5%
Produits pour l'imprimerie et la cartonnerie	8 229	7 318	8 457	5 479	8 364	8 168	16 532	49,1%	61,7%
Matières plastiques et pdts chimiques de base	3 871	3 667	4 299	2 751	5 483	11 353	16 836	312,7%	262,7%

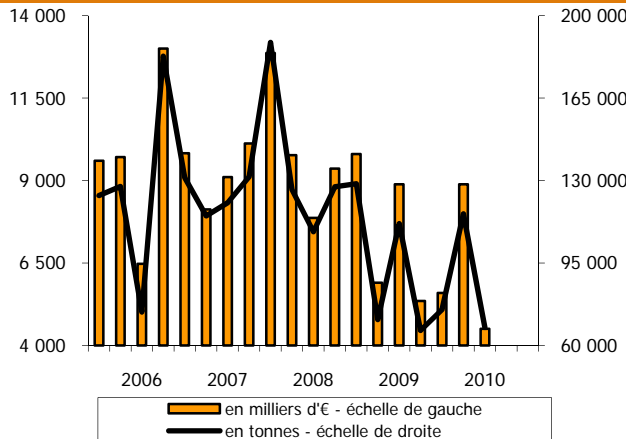
Bâtiment et travaux publics

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 12 entreprises du secteur du BTP (gros œuvre et second œuvre) employant 2 261 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



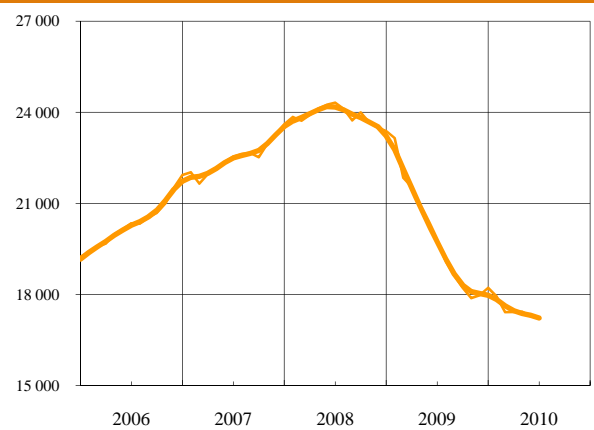
Indicateur passé
 Indicateur prévu
 Tendence de l'indicateur
 Moyenne longue période de l'indicateur

Importations de ciment et de clinker



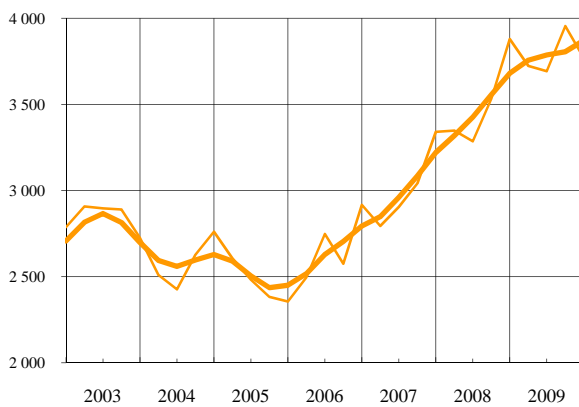
Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

Effectifs du BTP



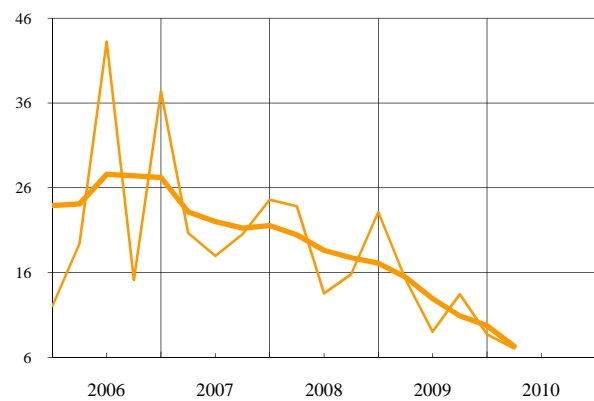
Source : Caisse des congés payés du BTP (données mensuelles - CVS)

Logements sociaux en cours de chantier
(en nombre – estimations à partir de janvier 2009)



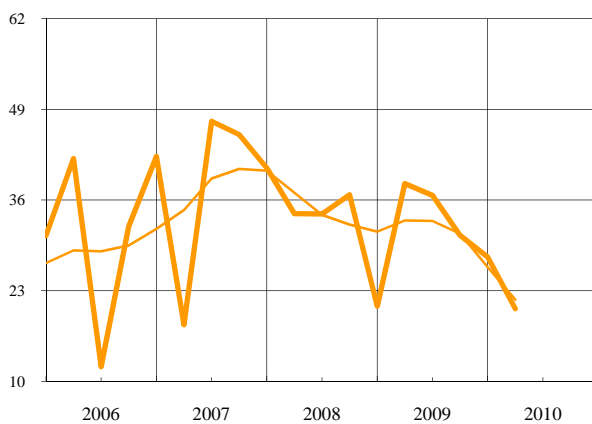
Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

Travaux de génie civil
(en millions d'euros)



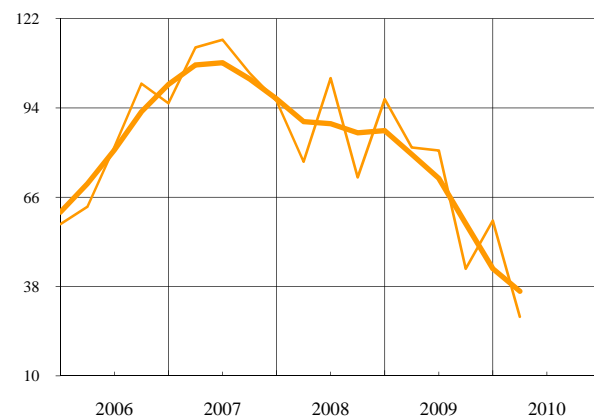
Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

Constructions publiques
(en millions d'euros)



Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

Travaux routiers
(en millions d'euros)



Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

Dernières données chiffrées

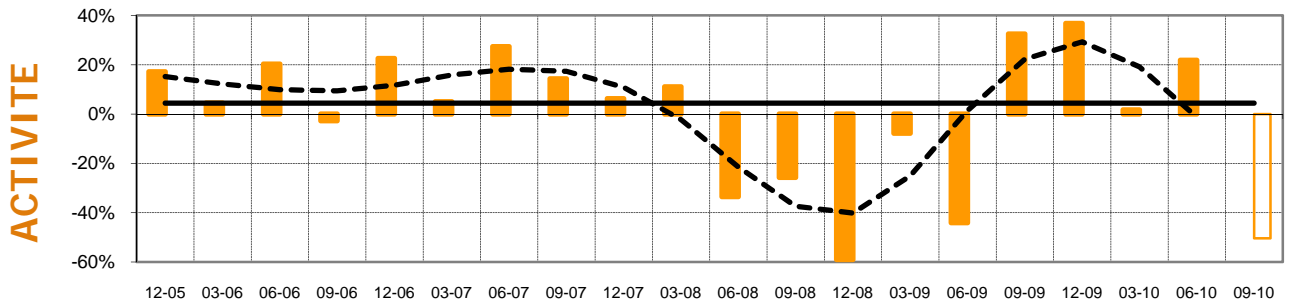
Source : Cer-BTP (millions d'€)	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	Cumul 2010	1T10/ 1T09	Σ10/ Σ09
Travaux génie civil	14	15	17	11	8	15	11	5	5	-53,5%	-53,5%
Constructions publiques	24	10	19	22	37	34	37	12	12	-46,8%	-46,8%
Travaux routiers	35	62	43	45	45	45	45	16	16	-65,1%	-65,1%

IMPORTATIONS DE CIMENT + CLINKER	2T 2007	2T 2008	2T 2009	1T 2010	2T 2010	Cumul 2010	2T10/ 2T09	Σ10/ Σ09
milliers d'euros	9 467	8 178	9 239	8 347	4 681	13 027	-49,3%	-11,9%
tonnes	125 227	112 422	116 064	113 431	70 253	183 685	-39,5%	-1,0%

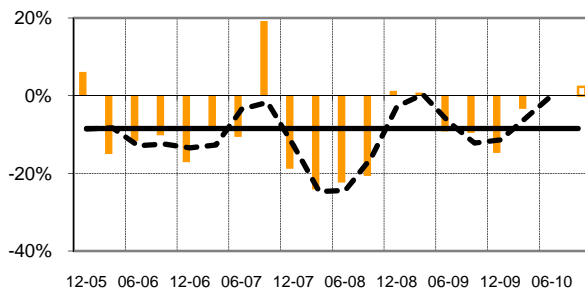
EFFECTIFS DU BTP	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	mars-10	juin-10	juin10/ mars09	juin10/ juin09
Source : Caisse des congés payés (nombre à fin)	20 499	22 722	24 505	19 904	17 187	17 365	1,0%	-12,8%

Commerce

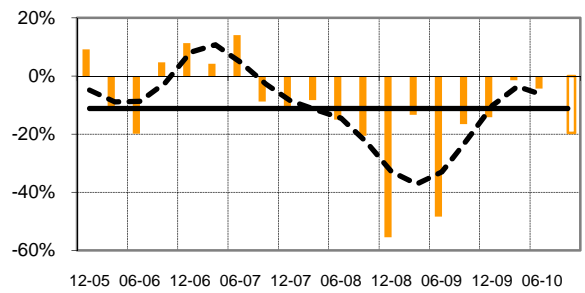
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 28 entreprises du secteur du commerce employant 5 587 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinions CVS à coefficients saisonniers nuls)



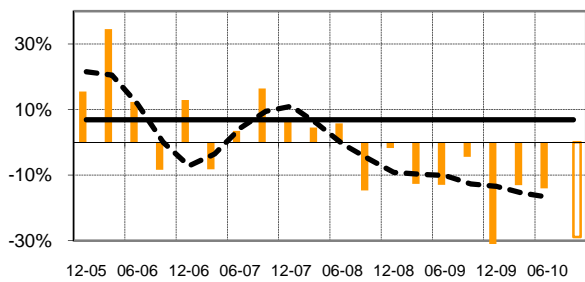
CHARGES



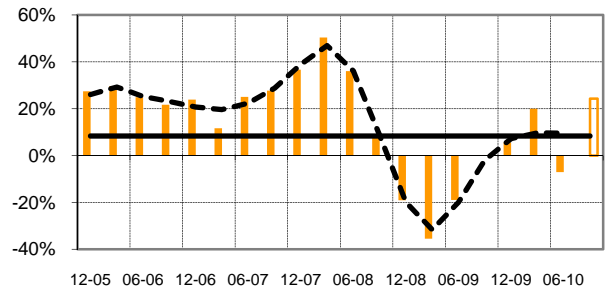
TRESORERIE



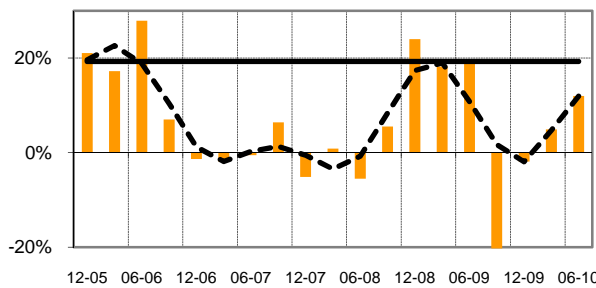
EFFECTIFS



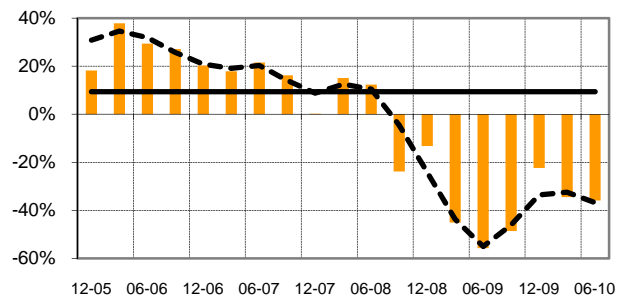
PRIX DE VENTE



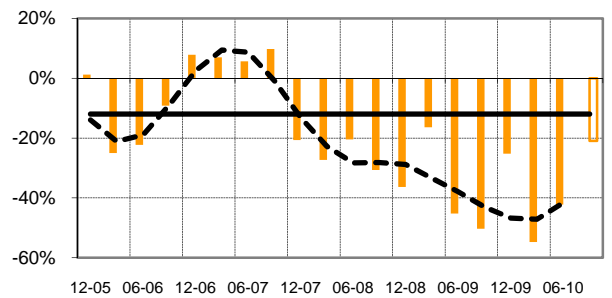
STOCKS PRODUITS FINIS



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS

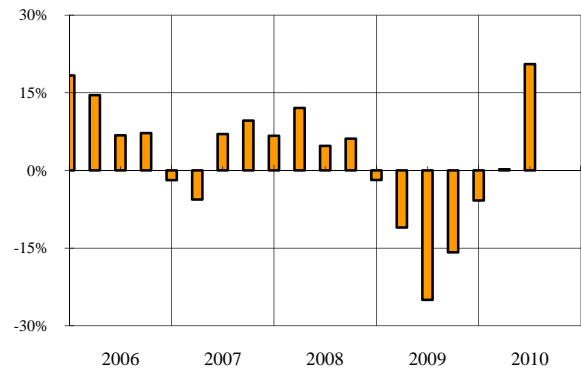
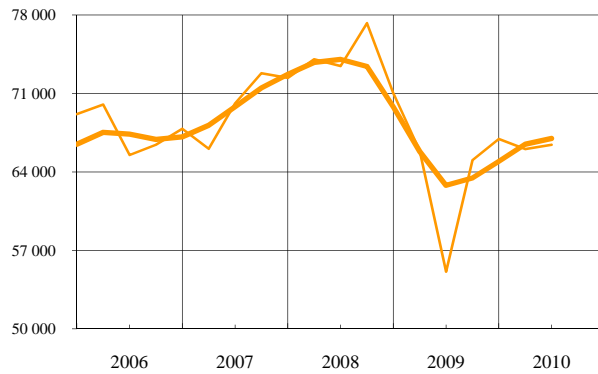


DELAIS DE PAIEMENT



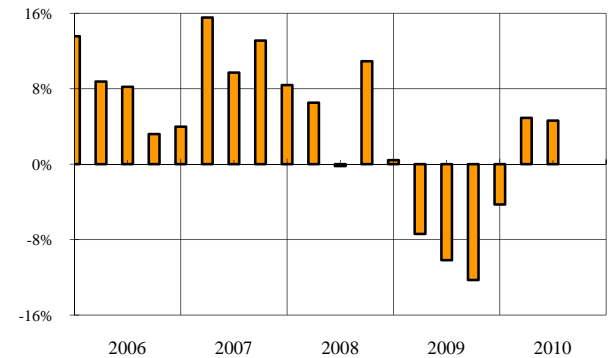
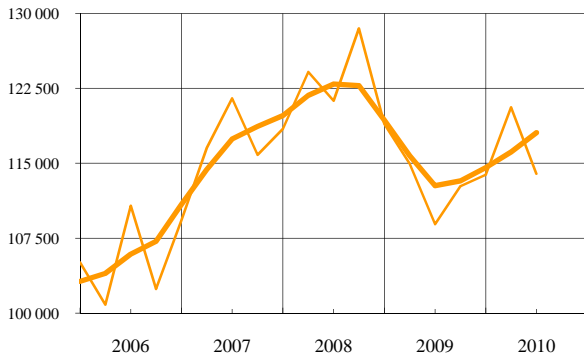
Indicateur passé
 Indicateur prévu
 Tendence de l'indicateur
 Moyenne longue période de l'indicateur

Recettes de l'octroi de mer
(en milliers d'euros) Variations trimestrielles en glissement annuel CVS



Source : Trésorerie générale (données trimestrielles - CVS)

TVA collectée
(en milliers d'euros) Variations trimestrielles en glissement annuel CVS



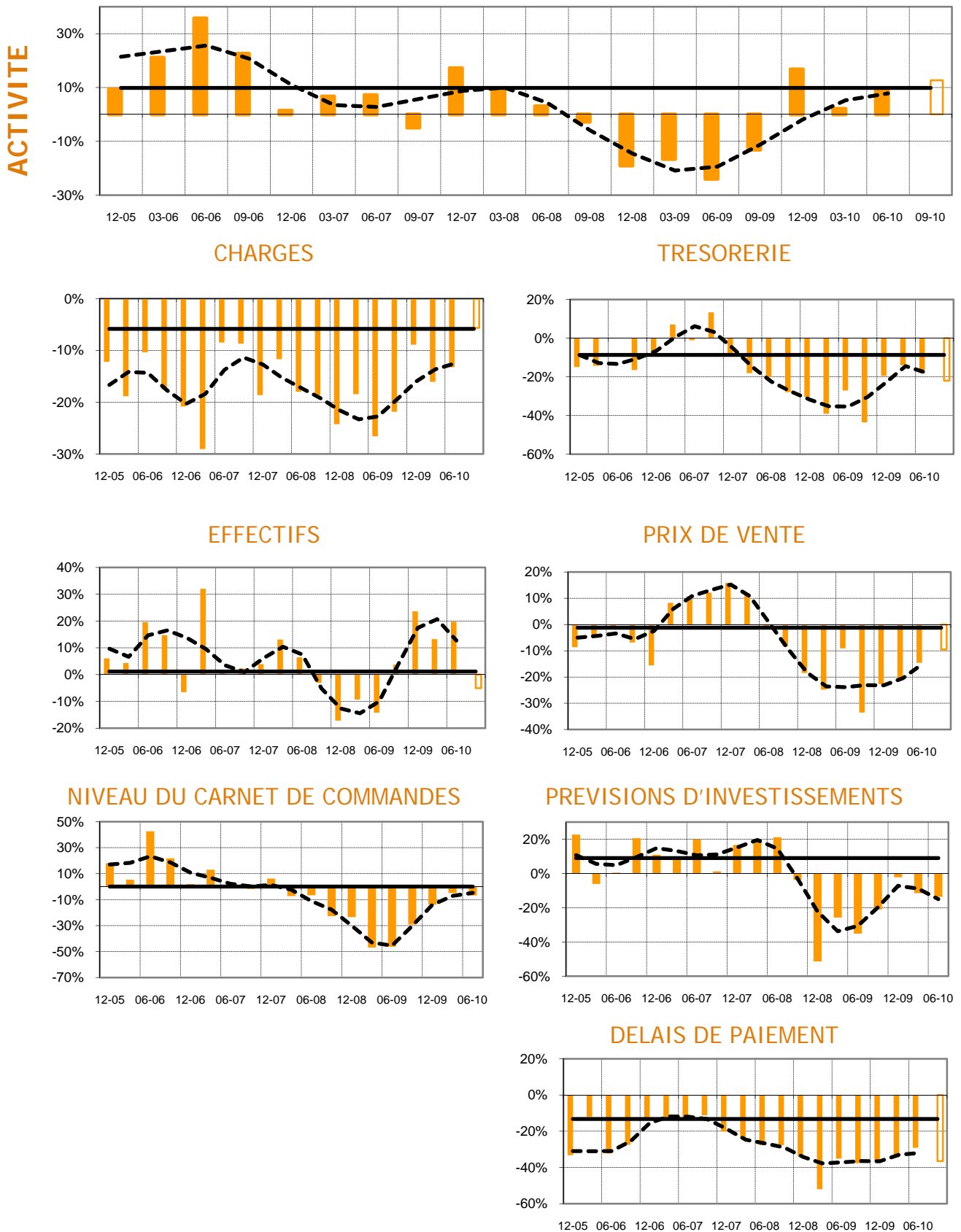
Source : Trésorerie générale (données trimestrielles - CVS)

Dernières données chiffrées

Source : Trésorerie Générale (en milliers d'€)	2T 2006	2T 2007	2T 2008	2T 2009	1T 2010	2T 2010	Cumul 2010	2T10/ 2T09	Σ10/ Σ09
Taxe sur la Valeur Ajoutée	111 805	122 659	122 416	109 952	111 438	115 038	226 476	4,6%	4,8%
Octroi de mer	64 772	69 325	72 616	54 477	59 931	65 668	125 599	20,5%	9,9%
Octroi de mer régional	15 428	16 509	17 481	17 677	18 533	19 361	37 894	9,5%	18,1%

Services marchands

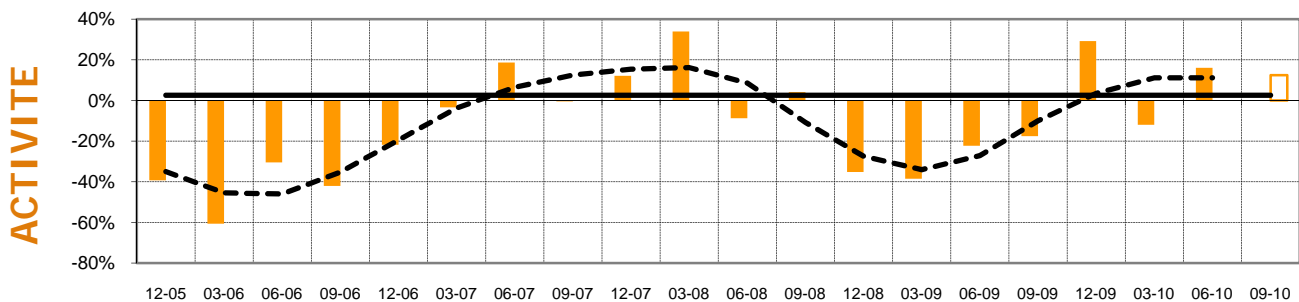
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 48 entreprises du secteur des services marchands (Transports, Hôtellerie-tourisme et Services aux entreprises : Télécommunications, Ingénierie informatique, Activités comptables, juridiques et de conseil de gestion, Activités d'architecture et d'ingénierie, Publicité, Activités de contrôle et analyses techniques, Enquêtes et sécurité, Activités de nettoyage, Entretien et réparation de véhicules automobiles et Sélection et fourniture de personnel) employant 3 772 salariés.
 Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls).



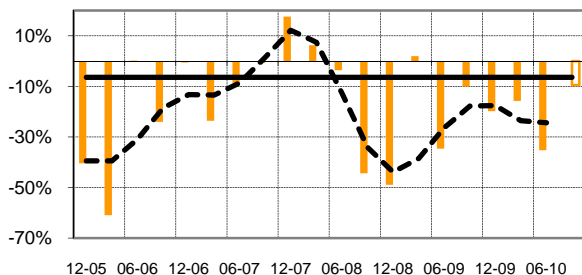
Indicateur passé
 Indicateur prévu
 Tendance de l'indicateur
 Moyenne longue période de l'indicateur

Hôtellerie - tourisme

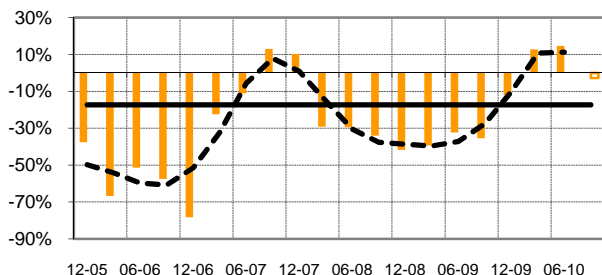
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 22 entreprises du secteur de l'hôtellerie et du tourisme employant 1 128 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls).



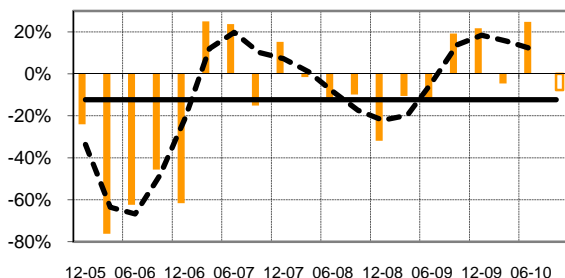
CHARGES



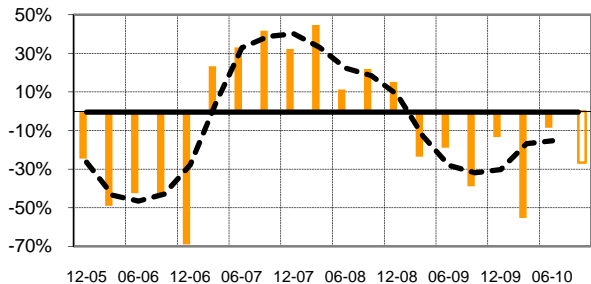
TRESORERIE



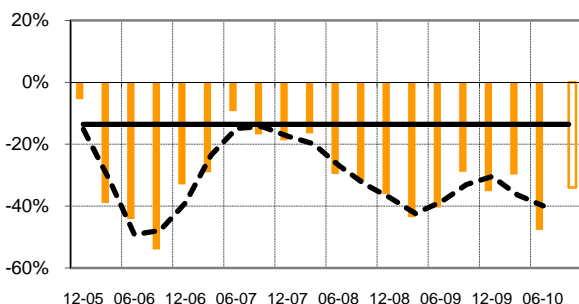
EFFECTIFS



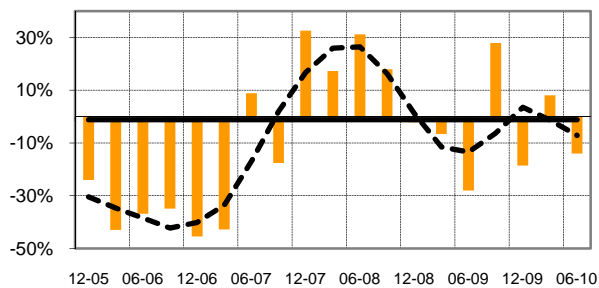
PRIX DE VENTE



DELAIS DE PAIEMENT



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS

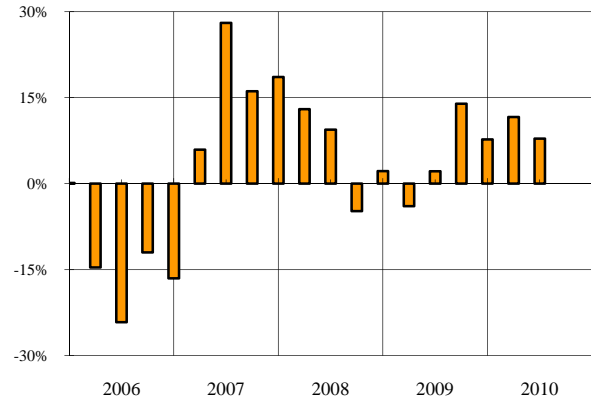
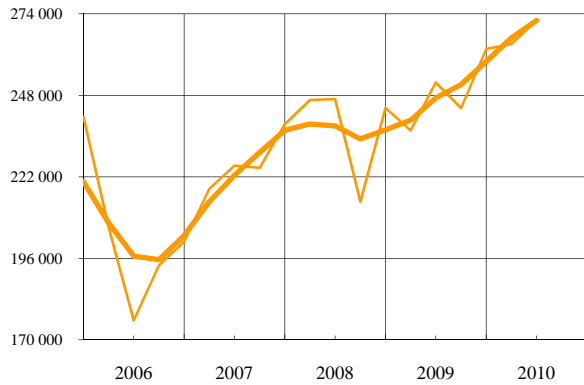


Indicateur passé
 Indicateur prévu
 Tendence de l'indicateur
 Moyenne longue période de l'indicateur

Trafic aérien – Nombre de passagers enregistrés sur l’axe métropole-Réunion

(trafic arrivées et départs)

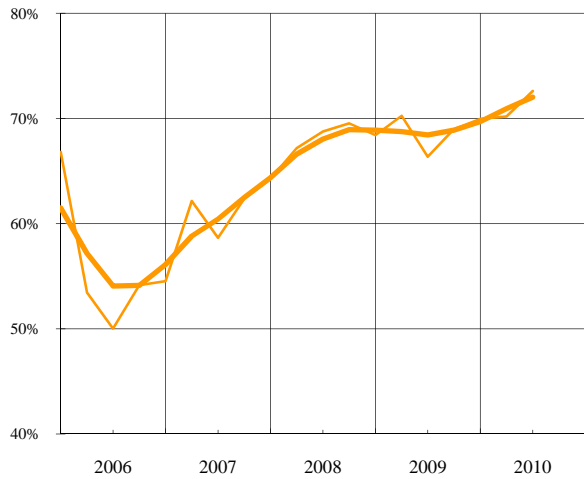
Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



Source : CCIR (données trimestrielles – CVS)

Fréquentation hôtelière

(taux d'occupation des hôtels adhérents à l'Union des Hôtels de la Réunion)



Source : Union des Hôtels de la Réunion (données trimestrielles - CVS)

Dernières données chiffrées

Source : Aéroports de Pierrefonds et de Gillot	2T 2007	2T 2008	2T 2009	1T 2010	2T 2010	Cumul 2010	2T10/2T09	Σ10/Σ09
Nombre total de passagers	342 323	369 699	390 519	482 062	430 781	912 843	10,3%	13,2%
Nombre de passagers sur l'axe métropole	199 845	218 670	223 370	241 001	240 889	481 890	7,8%	9,7%
Mouvements de vols	2 961	3 079	3 573	4 136	3 881	8 017	8,6%	7,9%

Taux d'occupation à fin	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	mars-10	juin-10	juin10/mars10	juin10/juin09
Fréquentation hôtelière	46,6%	54,7%	64,1%	61,9%	69,9%	67,7%	- 2,2 pts	+ 5,8 pts

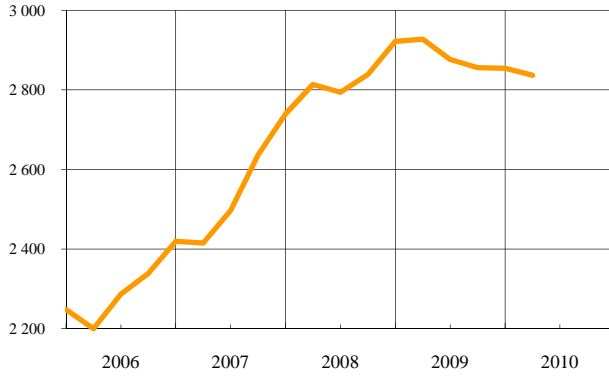
Source : UHR

Les entreprises

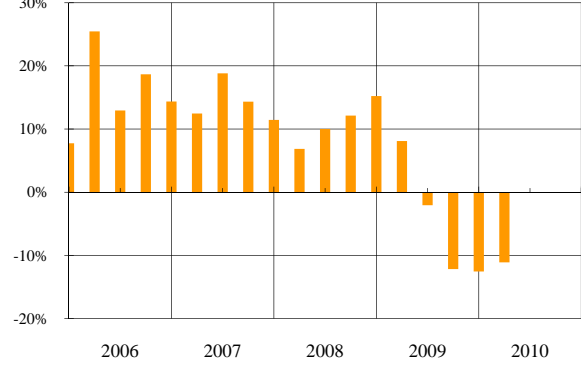
L'investissement des entreprises

Encours bancaires des crédits d'investissement

(en millions d'euros)



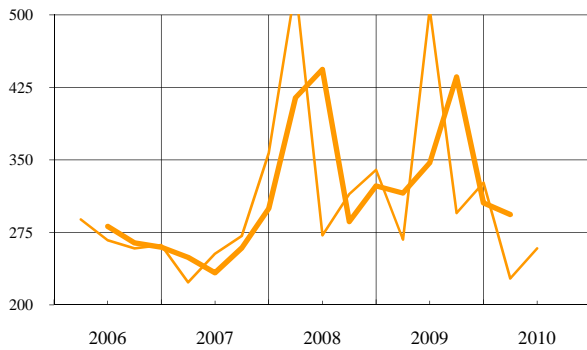
Variations trimestrielles en glissement annuel



Source : IEDOM (données trimestrielles)

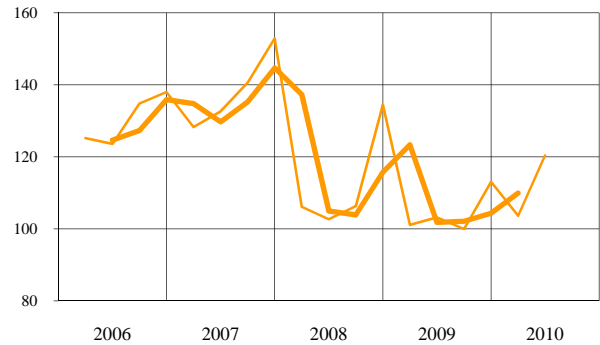
Les biens d'équipement professionnels

Importations de biens d'équipement mécaniques, électriques et électroniques (en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles)

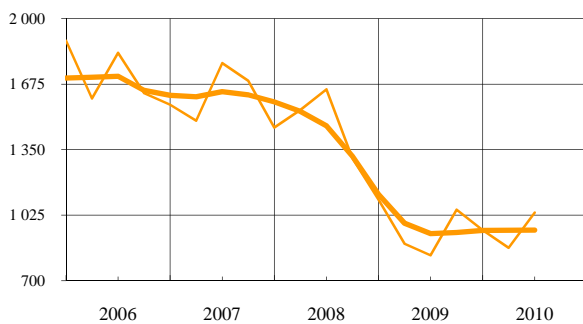
Importations de biens intermédiaires (en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles)

Investissements spécifiques

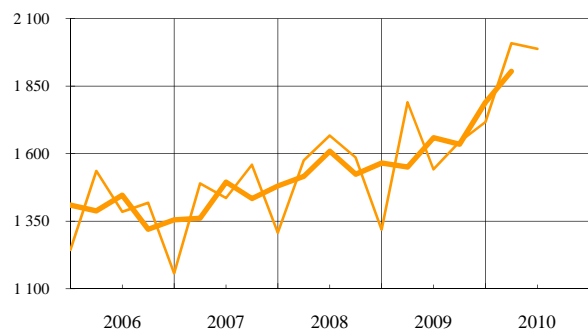
Ventes de véhicules utilitaires



Source : Sorefi (données trimestrielles - CVS)

Les créations d'entreprises

Créations d'entreprises hors secteur primaire



Source : INSEE (données trimestrielles)

Dernières données chiffrées

	2T 2007	2T 2008	2T 2009	3T 2009	4T 2009	1T 2010	2T 2010	Cumul 2010	2T10/ 2T09	Σ10/ Σ09
Importations de biens (Source : Douanes)										
d'équipement millions d'€	253	272	506	295	326	227	259	486	-48,9%	-37,2%
et intermédiaires millions d'€	133	103	103	100	113	104	120	224	16,6%	9,6%
Créations d'entreprises (Source : Insee-nombre)										
	1 436	1 667	1 542	1 644	1 717	2 009	1 988	3 997	28,9%	20,0%
Ventes de véhicules utilitaires (Source : Sorefi-nombre)										
	1 709	1 584	793	1 031	972	895	997	1 892	25,7%	10,7%

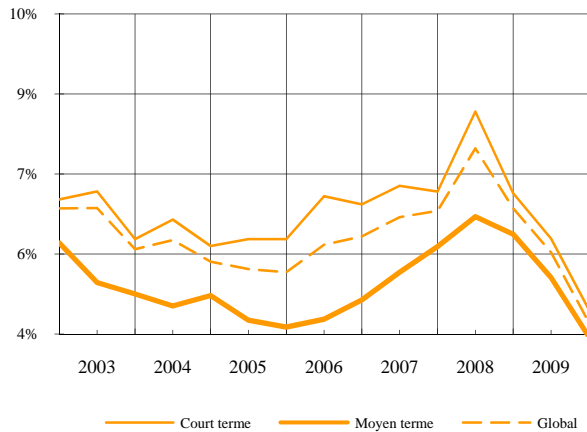
à fin (millions d'€)	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	mar10/ déc09	mar10/ mar09
Encours bancaires des crédits d'investissement (Source Iedom)										
	2 200	2 415	2 814	2 928	2 876	2 856	2 854	2 837	-0,6%	-3,1%

La vulnérabilité des entreprises

Les modalités de financement des entreprises

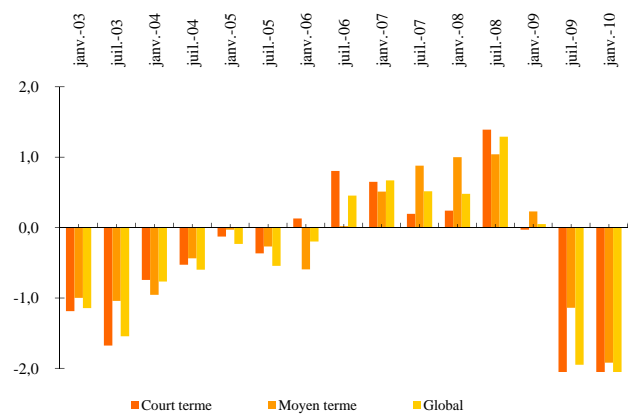
Coût du crédit aux entreprises

Taux moyen des crédits à court terme et à moyen terme (en %)



Source : IEDOM (enquête semestrielle)

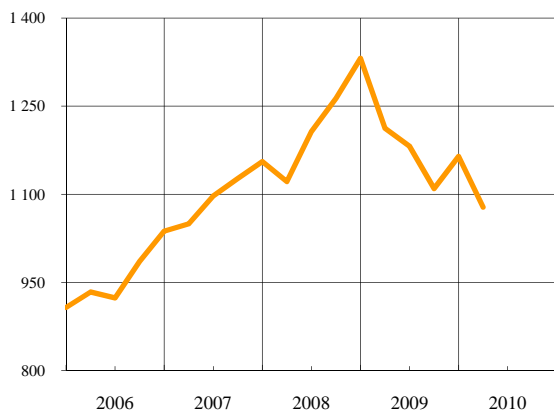
Variations semestrielles en glissement annuel (en points)



Evolution des crédits de trésorerie

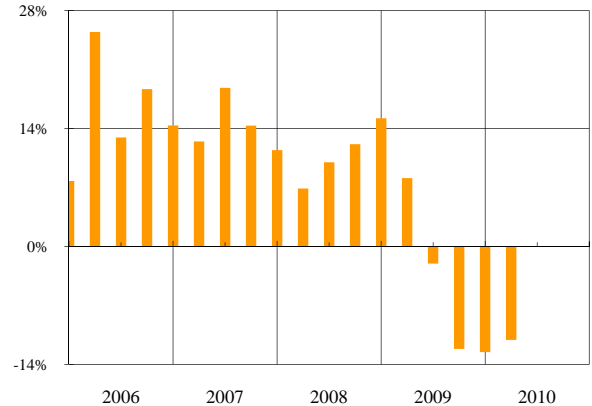
Encours bancaires des crédits d'exploitation

(en millions d'euros)



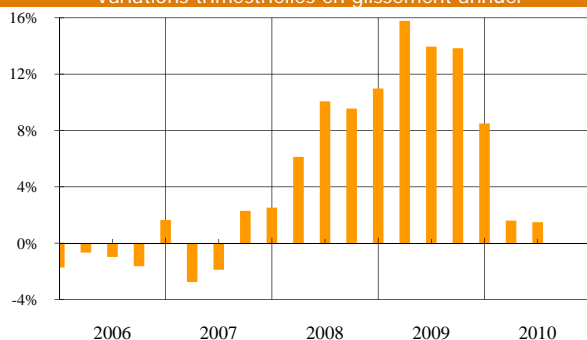
Source : IEDOM (données trimestrielles)

Variations trimestrielles en glissement annuel



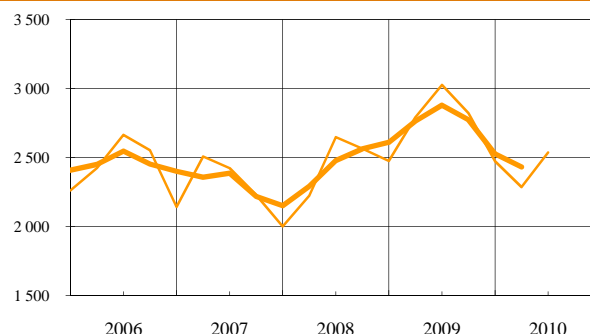
Les indicateurs de vulnérabilité

Personnes morales interdites bancaires
Variations trimestrielles en glissement annuel



Source : IEDOM (données trimestrielles - CVS)

Impayés sur effets



Source : IEDOM (données trimestrielles)

Source : Iedom	à fin	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	mars-10	juin-10	juin10/ mars10	juin10/ juin09
Personnes morales interdites bancaires (nombre)		2 237	2 195	2 416	2 753	2 729	2 794	2,4%	1,5%

Source : Iedom	à fin	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	mar10/ déc09	mar10/ mar09
Encours bancaires des crédits d'exploitation (millions d'€)		933	1 049	1 121	1 212	1 182	1 110	1 164	1 078	-7,4%	-11,1%

Impayés sur effets	2T 2007	2T 2008	2T 2009	1T 2010	2T 2010	Cumul 2010	2T10/ 2T09	Σ10/ Σ09
en montant (millions d'€) (Source : Iedom)	12 002	15 750	23 121	36 019	20 578	56 596	-11,0%	27,1%
en nombre (Source : Iedom)	2 423	2 648	3 026	2 286	2 536	4 822	-16,2%	-17,1%

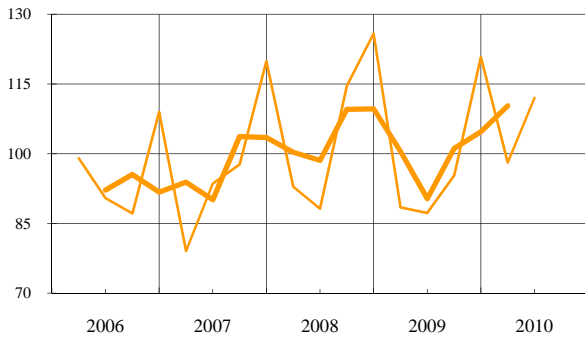
Source : Iedom	à fin	janv-06	janv-07	janv-08	janv-09	juil-09	janv-10	janv10/ juil09	janv10/ janv09
Enquête sur le coût du crédit aux entreprises									
Taux moyen pondéré court terme : Escompte		5,78%	6,43%	6,67%	6,64%	5,79%	4,46%	-1,33	-2,18
Découvert		5,56%	5,69%	6,58%	6,71%	4,22%	4,28%	0,06	-2,43
Autres CT		6,06%	7,67%	6,96%	7,22%	9,48%	6,11%	-3,37	-1,11
Moyen et long terme		5,64%	5,35%	6,33%	5,66%	3,46%	2,79%	-0,67	-2,87
Taux moyen pondéré global		4,13%	4,64%	5,64%	5,87%	5,06%	3,95%	-1,11	-1,92
		5,16%	5,83%	6,31%	6,36%	5,53%	4,22%	-1,31	-2,14

Les ménages

L'investissement des ménages

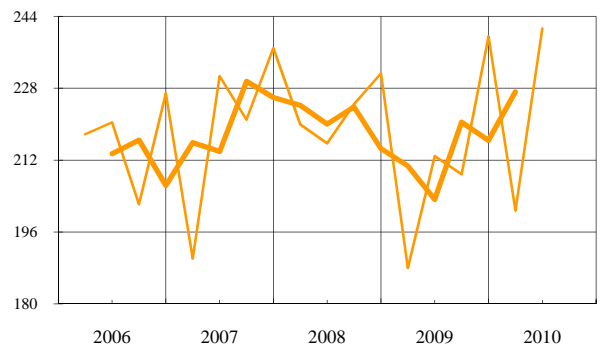
Les importations de biens destinés aux ménages

Importations de biens d'équipement du foyer
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles)

Importations d'articles d'habillement, de produits d'édition, pharmaceutiques et d'hygiène
(en millions d'euros)

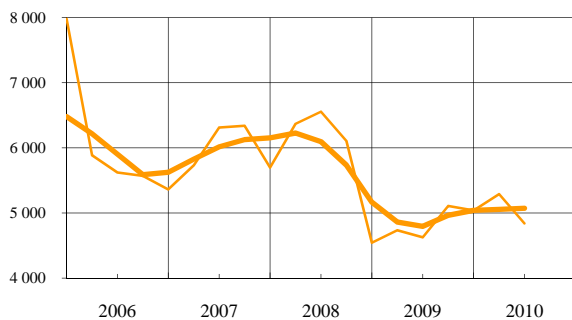


Source : Douanes (données trimestrielles)

Les ventes de voitures

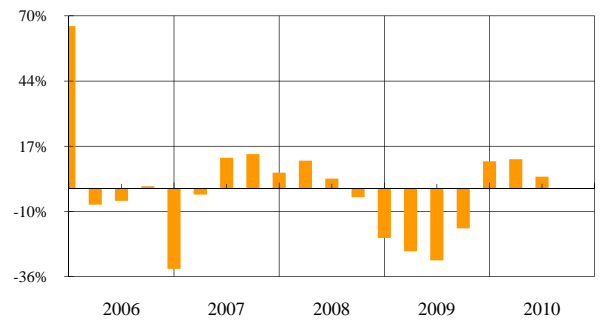
Ventes de véhicules de tourisme neufs

(en nombre)



Source : Sorefi (données trimestrielles - CVS)

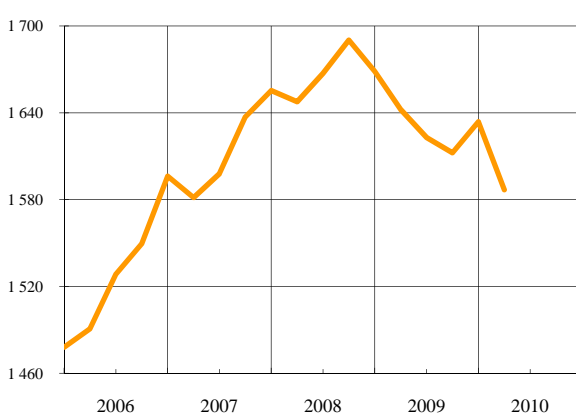
Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



Le financement des ménages

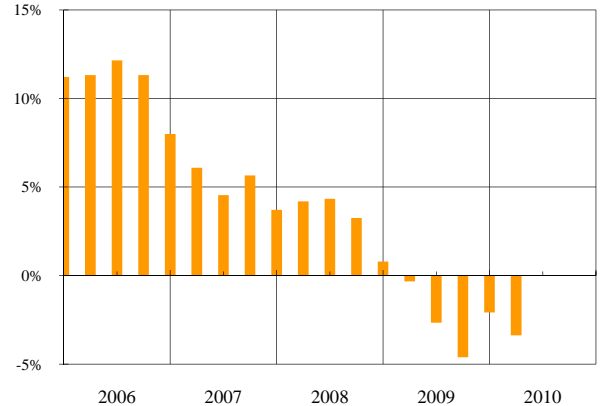
Encours bancaires des crédits à la consommation

(en millions d'euros)



Source : IEDOM (données trimestrielles)

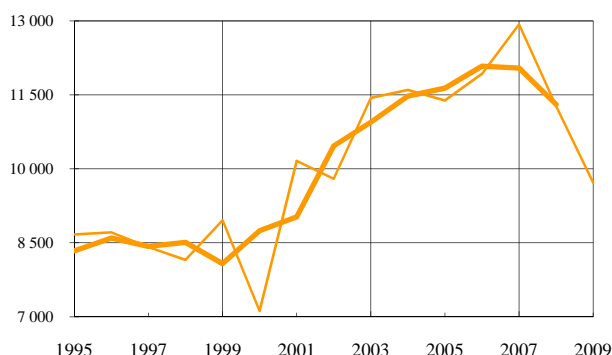
Variations trimestrielles en glissement annuel



Source : IEDOM (données trimestrielles)

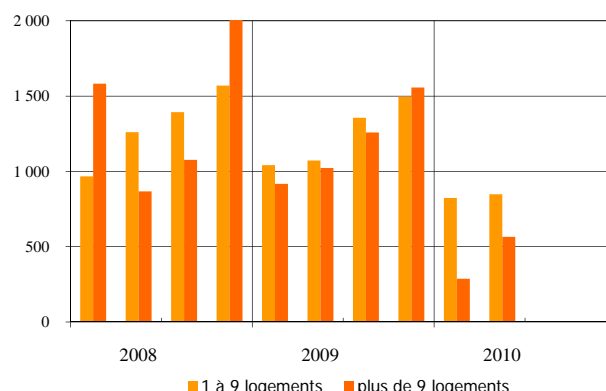
Les indicateurs de construction

Attestations de conformité
logements neufs



Source : Consuel (données annuelles)

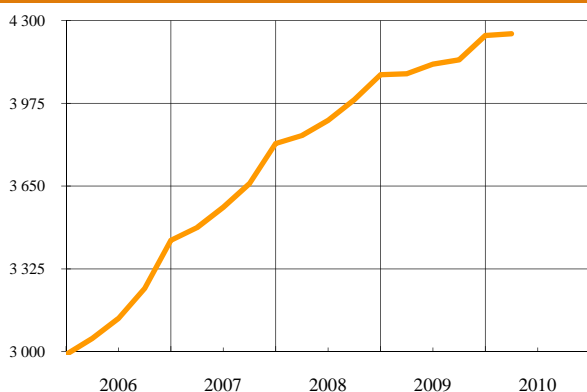
Attestations de conformité
(logements neufs)



Le financement des ménages

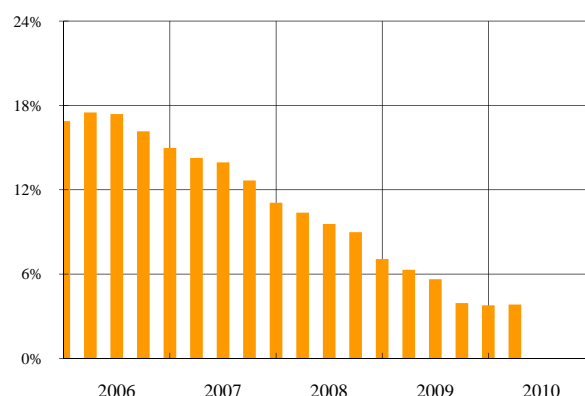
Encours bancaires des crédits à l'habitat

en millions d'euros



Source : IEDOM (données trimestrielles)

Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



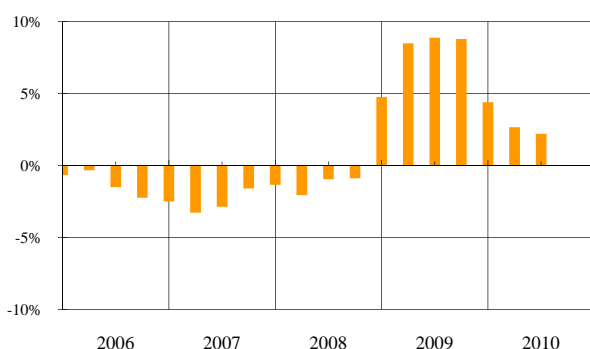
	2T 2007	2T 2008	2T 2009	1T 2010	2T 2010	Cumul 2010	2T10/ 2T09	Σ10/ Σ09
Importations de biens d'équipement (Source : Douanes-millions d'€)	94	88	87	98	112	210	28,3%	19,6%
Importations de produits courants (Source : Douanes-millions d'€)	231	216	213	201	241	442	13,3%	10,3%
Ventes de véhicules de tourisme neufs (Source : Sorefi-nombre)	6 079	6 313	4 455	4 983	4 661	9 644	4,6%	8,2%
Attestations de conformité (Source : Consuel-nombre)								
1 à 9 logements	nd	1 260	1 072	823	848	1 671	-20,9%	-20,9%
+ de 9 logements	nd	867	1 022	287	565	852	-44,7%	-56,1%

Source : Iedom	à fin	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	mar10/ déc09	mar10/ mar09
Encours bancaires des crédits à la consommation (millions d'€)		1 491	1 581	1 648	1 642	1 623	1 612	1 634	1 587	-2,9%	-3,4%
Encours bancaires des crédits à l'habitat (millions d'€)		3051	3487	3848	4091	4128	4145	4241	4248	0,2%	3,8%

La vulnérabilité des ménages

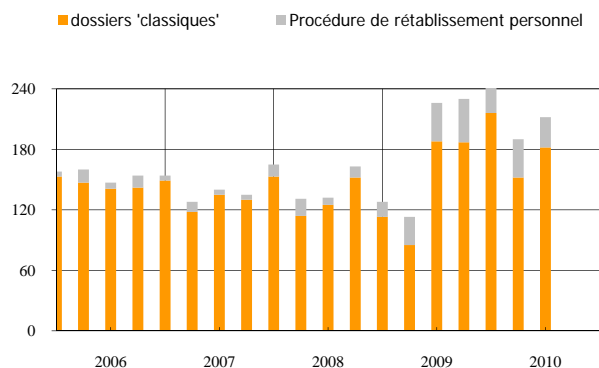
Les indicateurs de vulnérabilité liés à l'utilisation de moyens de paiement

Personnes physiques interdites bancaires Variations trimestrielles en glissement annuel



Source : IEDOM (données trimestrielles)

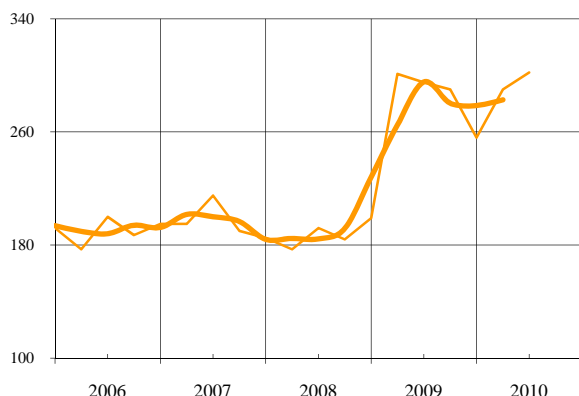
Dossiers de surendettement déclarés recevables



*Données du second trimestre 2009 arrêtées au 16 juillet 2009

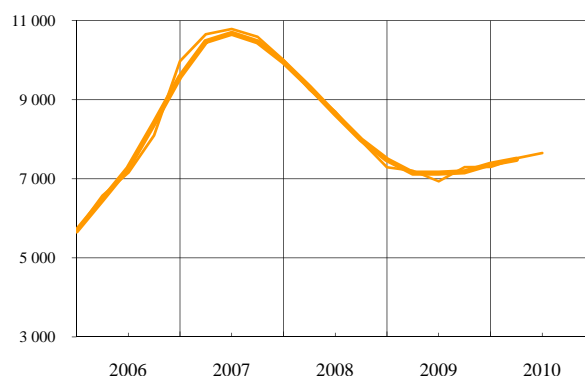
Source : Commission de Surendettement (données trimestrielles)

Dossiers déposés à la Commission de surendettement



Source : Commission de Surendettement (données trimestrielles)

Retraits de cartes bancaires (Nombre)



Source : IEDOM (données trimestrielles)

<i>SURENDETTEMENT</i>	2T 2007	2T 2008	2T 2009	1T 2010	2T 2010	Cumul 2010	2T10/ 2T09	Σ10/ Σ09
Dossiers déposés	215	192	295	290	302	592	2,4%	-0,7%
Dossiers déclarés recevables *	140	132	226	185	207	392	-8,4%	15,6%
dont :								
Dossiers classiques*	135	125	188	152	182	334	-3,2%	22,3%
Dossiers en Procédure de Rétablissement Personnels *	5	7	38	38	30	68	-21,1%	3,0%

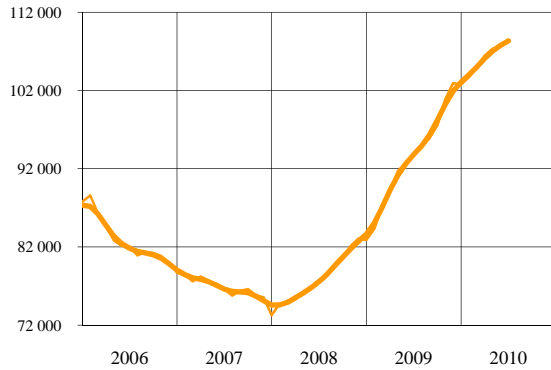
<i>Source : Iedom à fin</i>	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	mars-10	juin-10	juin10/ mar10	juin10/ juin09
Personnes physiques interdites bancaires	21 198	20 591	20 396	22 208	22 626	22 698	0,3%	2,2%
Stock Incidents de paiement Chèques	176 717	174 013	177 062	187 270	189 527	189 769	0,1%	1,3%
Nombre de comptes	29 643	32 113	30 154	30 167	30 975	31 066	0,3%	3,0%
Retrait cartes bancaires	7 152	10 792	8 700	6 935	7 521	7 654	1,8%	10,4%

Sélection d'indicateurs économiques et sectoriels

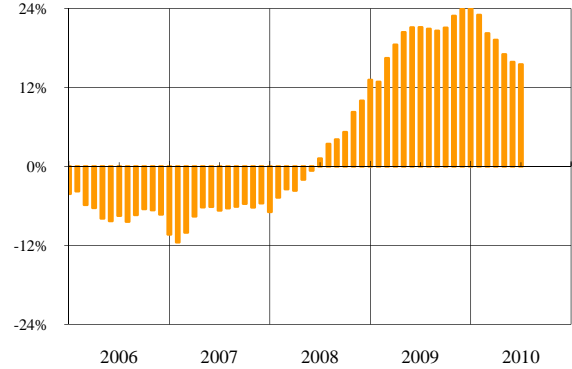
Emplois

Demandeurs d'emploi en fin de mois

(catégorie A hors activité réduite)



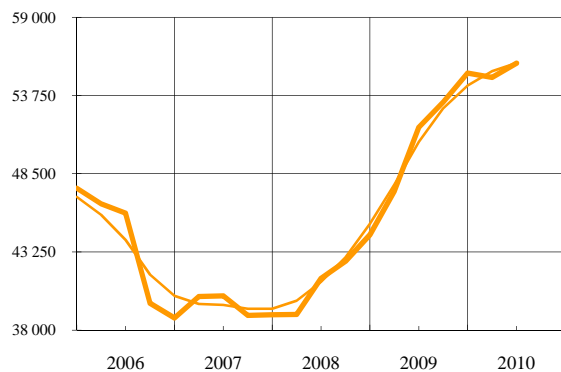
Variations mensuelles en glissement annuel



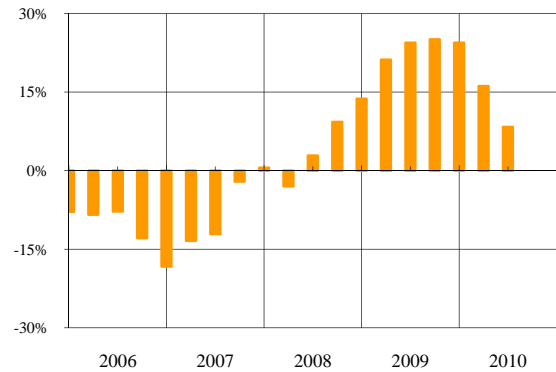
Source : DDEFP (données mensuelles - CVS)

Nombre d'allocataires de l'Assedic

Allocataires enregistrés en fin de mois



Variations mensuelles en glissement annuel

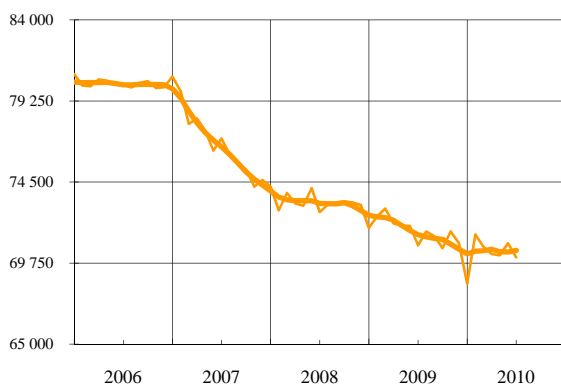


Source : ASSEDIC (données trimestrielles - CVS)

Le revenu minimum d'insertion

Nombre d'allocataires du RMI + RSO

Données mensuelles

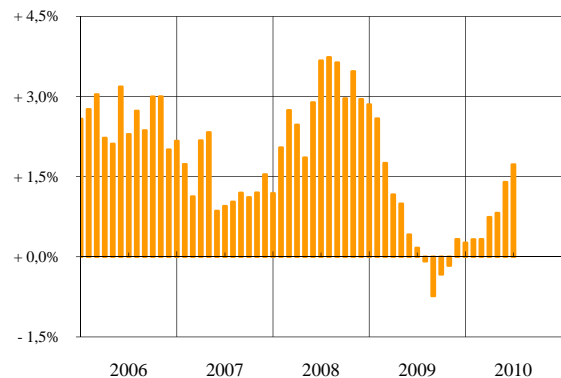


Données recalculées pour les mois d'avril et mai 2009 suite aux grèves
Source : CAF (données mensuelles - CVS)

Les prix

Indice des prix à la consommation

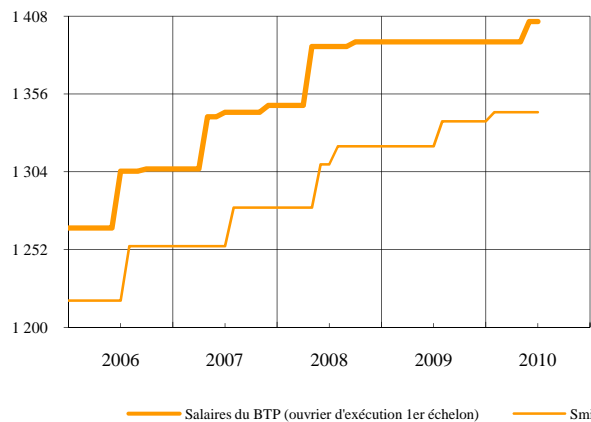
Variations mensuelles en glissement annuel



Source : INSEE (données mensuelles)

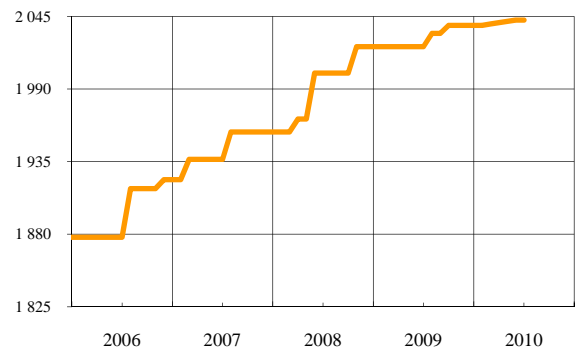
Les salaires

Smic et salaires du BTP¹
(en euros)



Source : INSEE - FRBTP (données mensuelles)

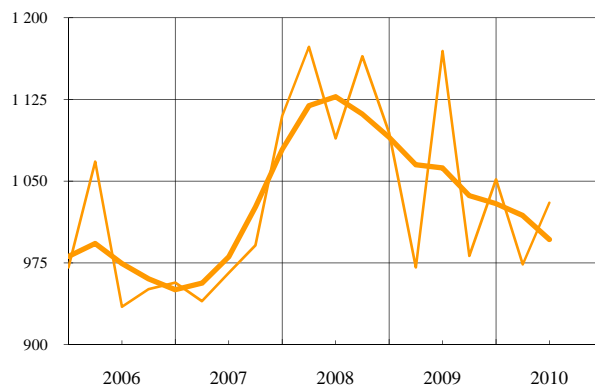
Traitements mensuels bruts du minimum de la fonction publique² - (en euros)



Source : Trésorerie générale (données mensuelles)

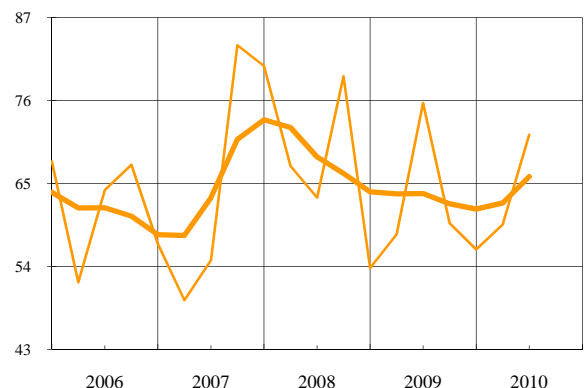
Le commerce extérieur

Importations
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

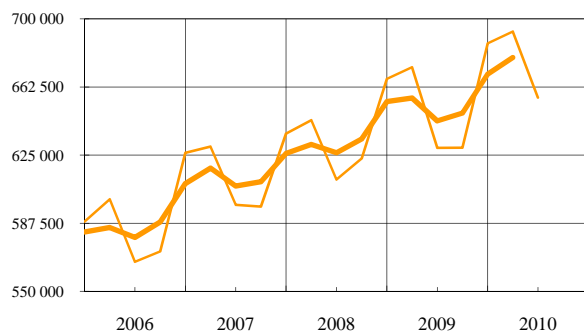
Exportations
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

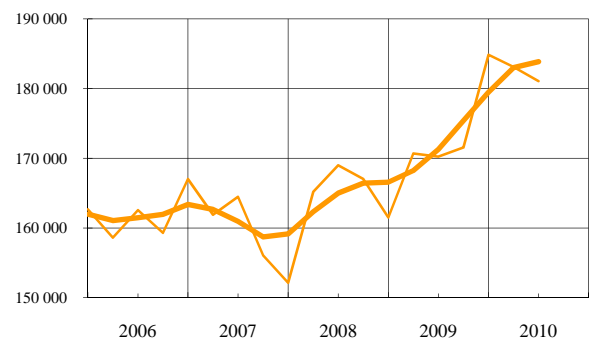
L'énergie

Production électrique
(en millions de kWh)



Source : EDF (données trimestrielles)

Produits pétroliers mis à la consommation
(en tonnes métriques)



Source : SRPP (données mensuelles - CVS)

¹ Base de 151,67heures travaillées par mois
² Indice minimum au 1/07/08 = 290

Sélection d'indicateurs économiques

Remarque préliminaire : la légende des tableaux se lit comme suit,
 Juin10/juin09 représente la variation de l'indicateur entre le mois de juin 2010 et le mois de juin 2009.
 2T10/2T09 représente la variation de l'indicateur du 2^{ème} trimestre 2010 par rapport au 2^{ème} trimestre 2009.
 Σ10/Σ09 représente la variation de l'indicateur cumulé sur l'année 2010 par rapport à la période équivalente de l'année 2009.

Repères structurels

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion	Mayotte	Saint-Martin	Saint-Barth.	St-Pierre Miqu.	Métropole
Population (en milliers) Source : INSEE Estimation 1er janvier 2007 et Recensement INSEE 2007	451	209	401	802 (6)	186	29 (1)	7 (1)	6	63 185
Proportion population – 20 ans Source : INSEE Estimation 1er janvier 2006 et Recensement INSEE 2006	31,6 %	45,2 %	29,3 %	34,9 % (7)	53,0 % (2)	35,9 % (1)	21,5 % (1)	25,0 %	25,1 %
Population active (en milliers) Source : enquête emploi INSEE 2007	167	62	163	324 (6)	45 (3)	14 (1)	4 (1)	3 (4)	27 450
Taux de chômage Source : INSEE enquête emploi 2007	22,7 %	20,6 %	21,2 %	27,2 % (6)	25,6 % (3)	26,5 % (1)	4,3 % (1)	10 % (4)	8,1 %
Superficie (en km ²) Source : INSEE	1 702	84 000	1 100	2 520	374	90	21	242	544 000
PIB régional par habitant Source : INSEE 2007	16 584 €	13 800	19 050	18 329 (6)	3 960 (5)	14 500 (5)	26 000 (5)	26 073 (5)	28 228 (France)

(1) Source : INSEE recensement 1999

(2) Source : INSEE Mayotte Recensement 2002

(3) Source : DTEFP, estimation au 1^{er} janvier 2006

(4) Source : INSEE recensement 2006 (pour le taux de chômage : part des chômeurs déclarés dans la population active)

(5) Source : CEROM (Mayotte : 2001 / Saint-Martin et Saint-Barthélemy : 1999 / SPM : 2004)

Indicateurs d'emplois et de revenus

Source : DTEFP à fin	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	mars-10	juin-10	juin10/ mar10	juin10/ juin09
Nombre de demandeurs d'emploi enregistrés en catégorie A	81 285	75 848	76 759	92 980	107 138	107 383	0,2%	15,5%

OFFRES D'EMPLOI (Source : DTEFP)	2T 2006	2T 2007	2T 2008	2T 2009	1T 2010	2T 2010	Cumul 2010	2T10/ 2T09	Σ10/ Σ09
Offres d'emplois enregistrées au cours du trimestre en catégorie 1	9 551	10 863	10 687	10 227	11 063	6 813	17 876	-33,4%	-9,3%

TRANSFERTS SOCIAUX	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	mars-10	juin-10	juin10/ mar10	juin10/ juin09
Nombre total d'allocataires du RMI + RSO Source: Cag	80 585	77 434	73 102	71 141	70 441	70 437	0,0%	-1,0%
Nombre de chômeurs indemnisés	44 996	39 554	40 698	50 643	56 539	54 874	-2,9%	8,4%

IEDOM – LA REUNION

SALAIRES	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	mars-10	juin-10	juin10/ mar10	juin10/ juin09
Montant brut horaire du SMIC (Source: JORF)	8,03	8,27	8,63	8,71	8,86	8,86	0,0%	1,7%
Minimum mensuel net garanti dans la fonction publique (indice majoré 280) Source : Trésorerie Générale	1617,5	1 668,4	1 724,7	1 741,8	1 757,8	1 759,8	0,1%	1,0%

Sélection d'indicateurs économiques

PRIX (Source : Insee)	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	mars-10	juin-10	juin10/ mar10	juin10/ juin09
Indice mensuel des prix à la consommation Base 100 : Année 1998	116,1	117,2	121,5	121,7	122,7	123,8	0,9%	1,7%

ECHANGES (millions d'€)	2T 2006	2T 2007	2T 2008	2T 2009	1T 2010	2T 2010	Cumul 2010	2T10/ 2T09	Σ10/ Σ09
Source : Douanes									
Importations	945	977	1 102	1 183	904	1 042	1 946	-11,9%	-6,6%
Exportations	55	47	54	65	60	62	122	-5,5%	-1,9%
Taux de couverture	5,8%	4,8%	4,9%	5,5%	6,7%	5,9%	6,3%	+ 0,4 pt	+ 0,5 pt

CONSOMMATION ENERGETIQUE							Cumul	2T10/ 2T09	Σ10/ Σ09
Source : EDF en millions KWH	2T 2007	2T 2008	2T 2009	1T 2010	2T 2010	2T 2010	2010		
Energie livrée au réseau	597 589	611 532	628 942	693 086	656 678	656 678	1 349 764	4,4%	3,6%
Consommation d'énergie en basse tension	353 574	360 369	385 821	405 737	395 583	395 583	801 320	2,5%	2,3%
Consommation d'énergie en moyenne et haute tension	190 161	191 505	197 711	215 983	206 427	206 427	422 410	4,4%	3,1%

HYDROCARBURES							Cumul	2T10/ 2T09	Σ10/ Σ09
(en tonnes métriques)	2T 2006	2T 2007	2T 2008	2T 2009	1T 2010	2T 2010	2010		
Consommation									
(Source : SRPP)	156 955	158 806	163 160	164 371	175 511	174 822	350 333	6,4%	6,8%

A. Publications périodiques

Prix €

disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr ou payantes en version papier

- La lettre mensuelle de l'IEDOM (abonnement 12 mois)	45,00
- Le bulletin trimestriel de conjoncture fascicule géographique	8,00
abonnement annuel à un fascicule géographique (4 numéros)	30,00
six fascicules géographiques reliés	40,00
abonnement aux six fascicules géographiques reliés (4 numéros)	100,00
- Le rapport annuel fascicule géographique	12,50
collection complète (six fascicules géographiques + rapport d'activité de l'IEDOM)	65,00

B. Les Etudes CEROM en partenariat IEDOM, INSEE et AFD

Compte Satellite du Tourisme à la Réunion – décembre 2009	Publications disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr
Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2008 – septembre 2009	
Les comptes économiques de la Guyane en 2008 – septembre 2009	
Les comptes économiques de la Réunion en 2008 – juillet 2009	

C. Les notes expresses

N° 79 – Panorama de la Martinique en 2009 – août 2010	Publications disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr
N° 78 – Panorama de Mayotte en 2009 – juillet 2010	
N° 77 – Panorama de la Réunion en 2009 – juillet 2010	
N° 76 – L'habitat à la Martinique, un marché sous contraintes – mai 2010	
N° 75 – L'habitat dans les outre-mer français – mars 2010	
N° 74 – La conjoncture à Mayotte en 2009 : ralentissement de l'activité – mars 2010	
N° 73 – Synthèse de l'année 2009 à la Réunion – mars 2010	
N° 72 – Synthèse de l'année 2009 à la Guadeloupe – mars 2010	
N° 71 – L'année 2009 à Saint-Pierre et Miquelon : une inflexion qui résulte de facteurs internes – mars 2010	
N° 70 – Premier bilan économique de l'année 2009 en Guyane – mars 2010	
N° 69 – Saint-Barthélemy : une économie fondée sur le tourisme haut gamme – mars 2010	
N° 68 – L'économie de Saint-Martin : à la recherche de ses avantages comparatifs – mars 2010	
N° 67 – L'année 2009 à la Martinique – mars 2010	
N° 66 – L'habitat à Mayotte – février 2010	
N° 65 – Les caractéristiques de l'habitat en Guyane – janvier 2010	
N° 64 – Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles de début 2009 – décembre 2009	
N° 63 – L'habitat à la Réunion – novembre 2009	
N° 62 – L'habitat à Saint-Pierre et Miquelon – Novembre 2009	
N° 61 – Réduction de la commande publique à la Réunion en 2009 – juin 2009	
N° 60 – Les crédits à l'économie guadeloupéenne : caractéristiques, évolution et gestion du risque – avril 2009	
N° 58 – La gestion des déchets à la Martinique – avril 2009	
N° 53, 54, 55, 56, 57 et 59 – Synthèse de la conjoncture en 2008 des agences de Mayotte, de la Réunion, de Guyane, de la Guadeloupe, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de la Martinique	
N° 52 – La gestion des déchets à Mayotte – octobre 2008	
N° 51 – Le financement bancaire des entreprises en Guyane – juillet 2008	
N° 50 – La gestion des déchets ménagers et assimilés en Guyane – juillet 2008	
N° 50 – La gestion des déchets ménagers et assimilés en Guyane (juillet 2008)	
N° 49 – Le tourisme à la Réunion 01/2008	

D. Les Notes de l'Institut d'émission

03/2010	Un nouvel indicateur pour aider au diagnostic conjoncturel dans l'outre-mer	Publications disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr
02/2010	L'habitat dans les outre-mer français	
12/2009	Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2008	
12/2009	Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles au 1 ^{er} trimestre 2009	
07/2009	Le développement économique de Singapour et de l'île Maurice	
12/2008	Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007	
09/2008	La gestion des déchets ménagers dans les DCOM	
07/2009	Le développement économique de Singapour et de l'île Maurice	
12/2008	Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007	
09/2008	La gestion des déchets ménagers dans les DCOM	
12/2007	Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises en OM ?	

Pour toute information sur les modalités d'acquisition de ces publications, il convient de s'adresser au service des études de l'IEDOM (☎ 02.62.90.71.28 - 📠 02.62.21.41.32 - @ : ntaochy@iedom-reunion.fr). A l'exception des abonnements au bulletin trimestriel de conjoncture ou à la lettre mensuelle de l'Institut d'émission, les tarifs indiqués ne tiennent pas compte des éventuels frais d'expédition.

L'Institut d'émission des départements d'Outre-Mer assure :

- ☞ des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n°2000-347 du 19 avril 2000, modifiant l'ordonnance n°59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, ainsi qu'à Mayotte et Saint Pierre et Miquelon, l'Iedom met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
 - mise en circulation et gestion des billets de banque,
 - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
 - tenues des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
 - mobilisation des créances privées non négociables,
 - information sur les entreprises.
- ☞ des missions d'intérêt général directement confiées par l'Etat :
 - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
 - gestion des comptes du Trésor public,
 - surendettement et information du public
 - un rôle d'observatoire économique
- ☞ des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
 - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
 - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
 - gestion des systèmes d'échange de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, l'Iedom joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'Iedom réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque département. Le site Internet de l'Iedom restitue une partie de ces informations (www.iedom.fr).

L'Institut d'émission apporte dans les DOM ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale des bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France... Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4, RUE DE LA COMPAGNIE
– 97400 SAINT-DENIS
REUNION
agence@iedom-reunion.fr

- Dépôt légal : n° 143 – 2ème trimestre 2010 -

Directeur de la publication : **Y. BARROUX**
Responsable de la rédaction : **A. BELLAMY-BROWN**
Editeur et imprimeur : **IEDOM**
Achévé d'imprimer à Saint-Denis le 17 septembre 2010